

LE DEVOIR

CULTURE

ECONOMIE

Espionnage: les secrets
des années 70 au Québec

Page B 8

Le National Post est soumis
à un régime diète

Page B 3

VOL. XCII N° 211

LE MARDI 18 SEPTEMBRE 2001

87c + TAXES = 1\$

Sondage Le Devoir-The Globe
and Mail-Léger Marketing

Boulet référendaire

En gardant le cap sur
un référendum en 2005,
Landry rebute de
nombreux électeurs

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

S'il promettait de ne pas tenir de référendum sur la souveraineté au cours du prochain mandat, le Parti québécois serait réélu haut la main et ajouterait possiblement au nombre de ses députés à l'Assemblée nationale.

Mais en gardant le cap sur un référendum en 2005, Bernard Landry rebute de nombreux électeurs: si des élections avaient lieu maintenant, le Parti québécois et le Parti libéral du Québec s'engageraient dans une bataille de tranchées, circonscription par circonscription, sans que l'un ou l'autre des adversaires ne soit assuré de l'emporter.

C'est ce que laisse entendre un sondage Le Devoir-The Globe and Mail-Léger Marketing réalisé entre

VOIR PAGE A 8: BOULET

INTENTIONS DE VOTE

(après répartition des sièges)

Si des élections provinciales avaient lieu aujourd'hui, pour quel parti voteriez-vous ?	Et si le PQ promettait de ne pas tenir de référendum durant le prochain mandat ?
PLQ 46,3 %	PLQ 42,3 %
PQ 41,4 %	PQ 43,2 %
ADQ 9,6 %	ADQ 11,9 %
Autres 2,6 %	Autres 2,6 %

PERSPECTIVES

Le mur

Cette fois, la question a été posée on ne peut plus clairement: «S'il y avait un référendum et que vous étiez certain qu'il n'y aurait aucun changement constitutionnel possible dans le Canada actuel, voteriez-vous pour ou contre la souveraineté-partenariat?»

Même avec un libellé aussi lourd, que d'aucuns pourraient même trouver biaisé en faveur du oui, la réponse d'une majorité de Québécois est clairement non. Peu importe le cadre politique, trois sur quatre veulent que le Québec demeure dans le Canada.

Déjà, la dernière campagne fédérale avait sérieusement mis à mal la théorie du «villain», en vertu de laquelle les exactions du gouvernement Chrétien amèneraient de plus en plus de Québécois à se détacher du fédéralisme. En fait, les événements des dernières années — entente sur l'Union sociale, Loi sur la «clarté», Bourses du millénaire, etc. — tendraient plutôt à démontrer le contraire. Lucien Bouchard en a tiré les conclusions que l'on sait.

Une autre vérité qu'on a toujours tenue pour indiscutable au PQ est que plus on parlera de souveraineté, plus sa popularité augmentera. Si elle stagnait depuis 1995, c'est que M. Bouchard ne se souvenait de la raison d'être de son parti qu'à l'occasion des conseils nationaux. Et encore, seulement au début.

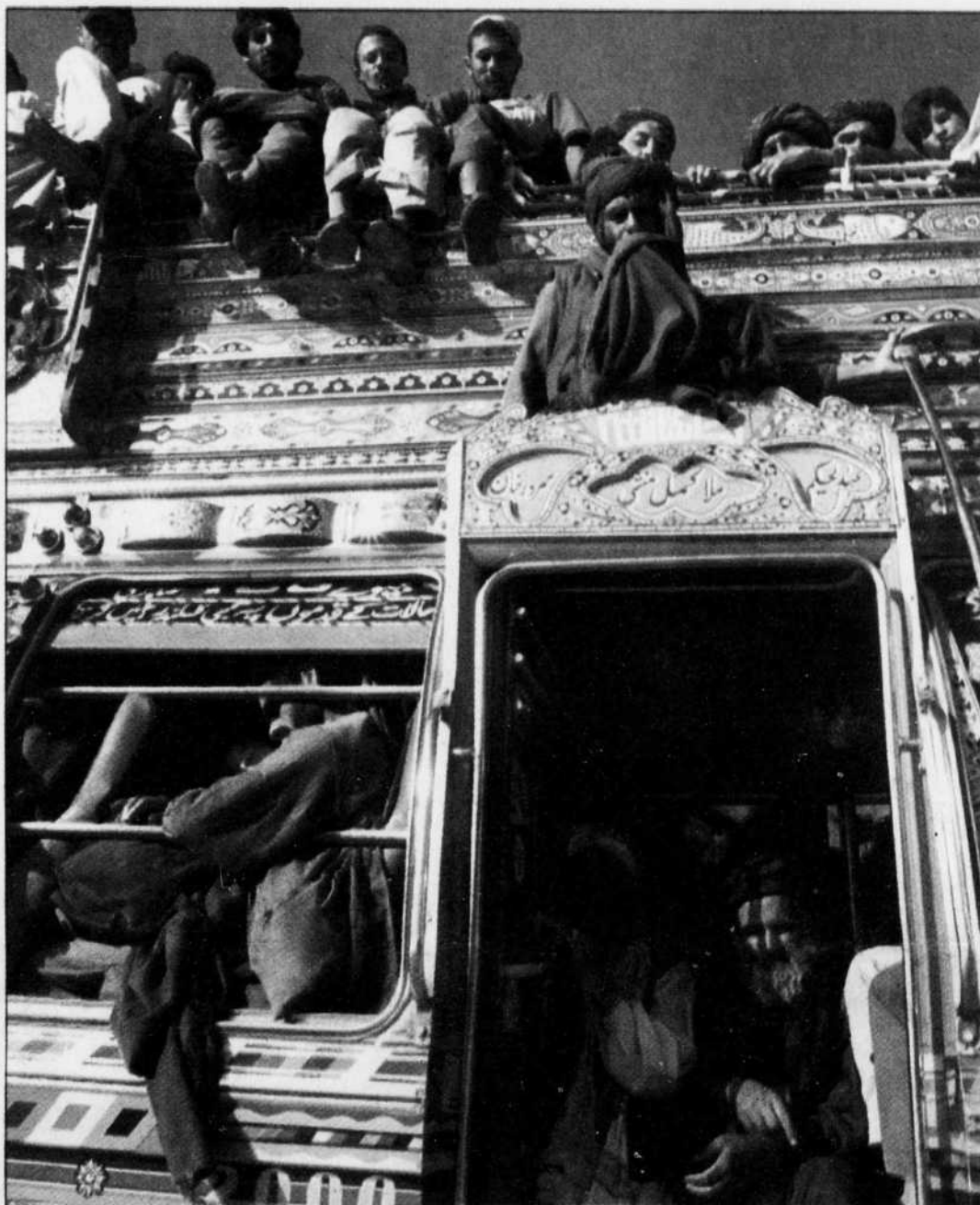
Pourtant, à en croire Léger Marketing, l'option souveraineté a baissé de deux points depuis mars

VOIR PAGE A 8: MUR

INDEX

Annances..... B 5	Idées..... A 7
Avis publics... B 4	Monde..... B 5
Bourse..... B 2	Mots croisés... B 5
Culture..... B 8	Météo..... B 4
Économie..... B 1	Sports..... B 6
Éditorial..... A 6	Télévision..... B 7

«Mort ou vif»



Un autocar très coloré et non moins surchargé a traversé hier la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan à Chaman, à 130 km au nord-ouest de Quetta, capitale du Baluchistan. Des centaines d'Afghans se réfugient au Pakistan, craignant des attaques américaines.

ZHID HUSSEIN REUTERS

Bush veut ben Laden à tout prix

JEAN DION
LE DEVOIR

L'état continue de se resserrer sur le millionnaire saoudien Oussama ben Laden, suspect numéro un des attentats terroristes qui ont frappé New York et Washington mardi dernier et que le président américain George W. Bush veut maintenant «mort ou vif».

«Je veux que justice soit faite. Dans le Far West, il y avait, si je me souviens bien, des affiches qui disaient: «Recherché, mort ou vif», a déclaré hier M. Bush lors d'une visite au Pentagone, dont une aile a été détruite par l'un des avions civils détournés dans la catastrophe du 11 septembre qui a aussi vu la destruction des deux tours du World Trade Center de New York.

VOIR PAGE A 8: BUSH

■ Autres informations
en pages A 4, A 5 et B 5

Le Canada ne donnera pas carte blanche aux États-Unis

«En guerre contre le terrorisme», le Canada prendra part à la riposte contre ceux qui ont attaqué les États-Unis, a déclaré hier le premier ministre Jean Chrétien au cours d'un débat d'urgence aux Communes. Mais il n'est pas question de donner carte blanche aux Américains. Toute participation canadienne se fera dans le respect des valeurs de «liberté, de justice et de tolérance» qui animent le pays, a déclaré le premier ministre.

■ À lire en page A 5

Chute sans démesure à Wall Street

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Malgré le recul moyen de 7 % des principaux indices boursiers américains, le pire n'est pas venu, hier, avec la reprise des transactions à Wall Street. On s'inspire de la remontée des cours en Europe et au Canada et d'un mouvement de prises de bénéfice sur le marché obligataire pour présenter la séance d'hier comme étant une journée d'adaptation des valeurs boursières américaines.

Après quatre jours d'interruption, tous les yeux étaient rivés sur la Bourse de New York et sur le coup d'envoi à la reprise des négociations. Malgré une baisse coordonnée des taux directeurs des banques centrales, orchestrée avant l'ouverture de la séance, une première vague de ventes faisait déjà plonger l'indice symbolique Dow Jones de quelque 600 points en matinée. La perte a été réduite vers midi pour être suivie d'un nouvel élan en baisse. Le plongeon du Dow Jones dépassait les 700 points en après-midi. La séance s'est finalement terminée avec une contraction de 684,81 points, ou de 7,1 % du Dow, à 8920,70, un niveau ja-



Un drapeau américain en lambeaux flottait devant la Bourse Nasdaq, à New York, hier, journée de reprise des activités boursières qui étaient interrompues depuis l'attaque terroriste de mardi dernier.

KAI PFaffenBACH REUTERS

mais vu depuis décembre 1998. Le tout s'est déroulé avec un volume record, près de 2,4 milliards d'actions changeant de mains, hier.

Avec ce plongeon, le Dow Jones est désormais en recul de 24 % depuis son sommet de 11 722,98 touché le 14 janvier 2000. Le S&P 500, indice plus représentatif et plus large, a perdu 53,77 points, ou 4,9 %, à 1038,77. Et le Nasdaq, fortement composé de titres technologiques, a abandonné 115,82 points,

ou 6,8 %, à 1579,55, dans un volume de 2,2 milliards d'actions négociées.

Au-delà des pourcentages, le stratège et économiste en chef de la Financière Banque Nationale, Clément Gignac, a parlé d'une chute relativement conforme aux attentes.

VOIR PAGE A 8: WALL STREET

■ Lire aussi en page B 1: baisse
concertée des taux d'intérêt

IDÉES

Un nouveau chroniqueur dans l'équipe du Devoir

Le criminologue Jean-Paul Brodeur, attaché à l'Université de Montréal, publiera toutes les deux semaines ses réflexions dans la page Idées, en alternance avec l'avocat Alain-Robert Nadeau. M. Brodeur étudie les systèmes policiers depuis de longues années, domaine dans lequel il a acquis une réputation internationale comme le démontre sa participation à de nombreux événements outre-mer. M. Brodeur est également un expert des questions se rapportant au terrorisme et aux services de renseignement. Il s'est en outre interrogé tout au long de sa carrière sur les forces et les faiblesses de notre système juridique. Ses réflexions permettront de mieux saisir la portée des événements qui marquent notre actualité.

Jean-Paul
Brodeur

■ À lire en page A 7

Vous n'êtes pas devenu riche sans rien faire.

Pour préserver ses avoirs, mieux vaut ne pas s'asseoir sur ses lauriers. Depuis plus de 30 ans, les directeurs de Gestion d'avoirs privés Goodman aident les Canadiens dont l'actif s'élève à plus de deux millions de dollars à atteindre tous leurs objectifs en matière de finances et de planification successorale. En nous concentrant sur la conservation du capital et la croissance à long terme assortie d'avantages fiscaux, nous veillons à faire fructifier vos avoirs, même si vous profitez déjà d'un coussin confortable. Pour plus de renseignements, communiquez avec Renato Anzovino, vice-président, par téléphone au 1 888 908-7999 ou par courriel à ranzovino@goodmanprivatewealth.com.

Gestion d'avoirs

PRIVÉS GOODMAN

une division de Dynamic Mutual Funds Ltd.

La nouvelle Lexus IS 300 SportCross est arrivée.

(Tout ce que vous attendez d'une berline sport. Et bien plus.)

Ne vous laissez pas induire en erreur par ses cinq portes et son intérieur spacieux. La nouvelle SportCross est une véritable machine de sport dont le foudroyant six cylindres en ligne de 3 L et 215 ch vous fera bondir de 0 à 60 mi/h en 7,4 secondes. Oui, c'est bien vrai que quatre adultes de grande taille y voyagent en tout confort et que vous bénéficiez d'un généreux espace utilitaire de 21,9 pieds cubes. Mais ce qui vous impressionnera le plus, c'est ce que vous ressentirez une fois au volant, dans un siège

sport, en appuyant sur l'accélérateur en aluminium perforé et en passant les vitesses à l'aide des commandes « E-shift » intégrées au volant, dévalant une route qui invite à la conduite sportive. Nous pensons qu'à partir de ce moment, vous serez convaincu qu'en dépit de toutes ses qualités fonctionnelles, la SportCross est avant tout une Lexus IS 300.

Pour contacter un concessionnaire Lexus ou en savoir plus :
1 800 26-LEXUS • www.lexus.ca

Voici LA NOUVELLE LEXUS IS 300 SportCross

À la conquête de la perfection.  LEXUS



Voici LA NOUVELLE LEXUS IS 300 SportCross

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

La CSN veut s'implanter dans les garderies en milieu familial

MICHEL HÉBERT
PRESSE CANADIENNE

Québec — La CSN veut syndiquer les milliers de garderies en milieu familial établies au Québec.

Estimant que les 8500 éducatrices qui y travaillent sont soumises à des conditions de travail «inacceptables», la CSN se donne comme mission d'y faire régner les règles régissant le marché du travail.

La centrale déposera à cet effet une requête en accréditation syndicale devant le commissaire du travail, à Québec, la semaine prochaine.

Les éducatrices en milieu familial reçoivent de petits salaires pour des horaires de travail exagérément longs (50, 60, voire 70 heures par semaine) mais n'ont pas droit aux avantages sociaux tels que des congés fériés ou de maladie et à des vacances annuelles payées. Leurs employeurs ne contribuent ni au Régime des rentes, ni à l'assurance emploi. Cela doit changer, estime la CSN.

«Il y a des limites à demander à des femmes de faire vœu de pauvreté pour permettre à d'autres

femmes d'intégrer le milieu du travail», a soutenu la vice-présidente de la centrale, Claudette Carboneau, hier.

«Une société aussi progressiste que le Québec ne doit plus tolérer que des femmes soient ainsi flouées», a-t-elle ajouté.

La CSN est parvenue à syndiquer environ la moitié des Centres de la petite enfance au Québec, soit plus de 5000 personnes. Mais les garderies en milieu familial, qui constituent 40 % du réseau des garderies à 5 \$, lui échappent, comme elles échappent aux lois courantes régissant le travail au Québec.

Les éducatrices dans ces garderies gagnent peu: environ 22 \$ par jour par enfant. Elles en ont parfois jusqu'à cinq mais sur les quelque 500 \$ reçus des parents et du gouvernement, elles doivent déduire le loyer, les frais d'administration, la literie, les jeux, etc. Au bout de la semaine, il ne reste plus grand-chose, selon Mme Carboneau.

«Il faudra faire preuve d'imagination», dit-elle, pour élaborer une convention collective qui fasse le bonheur des éducatrices et de leurs employeurs, c'est-à-dire les parents.

Bourque et Tremblay dans l'ombre des attentats contre les États-Unis

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Pas facile d'être candidats aux élections municipales d'une modeste métropole au nord d'un continent lorsque les yeux du monde entier sont rivés sur la guerre que s'approprient à se livrer deux civilisations. Le maire de Montréal, Pierre Bourque, et son rival, Gerald Tremblay, en ont reçu la cruelle leçon depuis la semaine dernière, se voyant tour à tour obligés d'annuler des événements à leur programme faute d'intérêt de la presse ou des électeurs.

Dernière victime en date du peu d'intérêt général pour la campagne électorale montréalaise, Pierre Bourque a remis à jeudi le dévoilement du programme électoral de son parti prévu initialement pour hier. «On s'est dit que l'on ferait mieux d'attendre encore quelques jours, expliquait son porte-parole, Robert Dolbec... en espérant que George Bush n'en profite pas pour lancer sa riposte contre ben Laden».

En prévision de ce dévoilement, le chef du camp adverse, Gerald Tremblay, avait convoqué la veille une conférence de presse durant laquelle il comptait dresser un bilan détaillé des promesses et réalisation de l'administration Bourque au cours des sept dernières années. Un seul journaliste ayant répondu à l'appel, l'événement a aussi été remis à plus tard.

La presse s'est révélée tout aussi discrète, jeudi soir, lors d'un événement organisé par l'Équipe Bourque/Vision Montréal à Saint-Léonard auxquels auraient assisté, assurent ses organisateurs, près de 2000 personnes, soit autant qu'au congrès de fondation de l'Union des citoyens de l'île de Montréal de Gerald Tremblay, au CEPSUM à la fin août. «L'effet ben Laden» a également frappé le premier débat télévisé des chefs qui devait être présenté vendredi dans le cadre de l'émission *Droit de parole* à Télé-Québec, la décision ayant été prise de la consacrer plutôt aux événements que l'on sait.

Sur le terrain, les tournées électorales des deux candidats n'ont été suspendues, en tout ou en partie, que mardi et mercredi de la semaine dernière. On reconnaît toutefois dans les deux camps que la plupart des électeurs rencontrés depuis n'avaient pas vraiment la tête à entendre parler de politique municipale. «Mais on n'a pas le choix, on doit aller de l'avant», dit Robert Dolbec qui rappelle que la campagne commencera officiellement vendredi. «Il ne reste plus que 49 jours d'ici aux élections, commente à son tour Denise Courteau, porte-parole de l'Union des citoyens de l'île de Montréal, et, dans ce genre de campagne, chaque jour compte.»

EN BREF

Atterrissage d'urgence à Toronto

(PC) — Un avion d'Air Ontario avec 17 passagers et un équipage de trois personnes à son bord a dû effectuer un atterrissage d'urgence hier après-midi à l'aéroport international Pearson de Toronto. L'avion a été forcé d'atterrir à la suite d'un problème de moteur. L'incident n'a fait aucun blessé. Selon une porte-parole d'Air Ontario, Debra Williams, l'appareil, de type Dash 8-100, venait de quitter Toronto pour Hartford, au Connecticut, en début d'après-midi, lorsque l'équipage s'est aperçu du mauvais fonctionnement d'un moteur. Les pilotes ont donc rebroussé chemin et ont atterri à Pearson à 13h50.

Appel à la bombe

(PC) — Un Boeing 747 des Virgin Airlines effectuant la liaison Londres-New York, avec 314 passagers et membres d'équipage à son bord, a été dérouté sur Goo-

se Bay, à Terre-Neuve, hier, à la suite d'un appel à la bombe. Deux chasseurs CF-18 canadiens ont été dépêchés pour escorter l'appareil jusqu'à son atterrissage, qui s'est effectué sans problème. L'enquête sur cet appel à la bombe a été confiée à la Gendarmerie royale du Canada.

Incidents racistes déplorables

Ottawa (PC) — La Commission canadienne des droits de la personne a dénoncé hier à Ottawa les incidents racistes qui ont été signalés au Canada dans la foulée des attentats terroristes commis aux États-Unis. La présidente de la Commission, Michelle Falardeau-Ramsay, implore les Canadiens de ne pas diriger leur colère contre des innocents. Mme Falardeau-Ramsay souligne que le Canada s'enorgueillit depuis longtemps d'être un pays multiculturel. Elle demande aux Canadiens de décourager les comportements intolérants dont ils seront témoins.

Viaduc du Souvenir

L'enquête du coroner s'étendra sur plusieurs mois

LIA LÉVESQUE
PRESSE CANADIENNE

Pas moins de 21 avocats assistent à l'enquête publique du coroner Gilles Perron concernant le décès de Gilbert Vinson, survenu lors de l'effondrement du viaduc du Souvenir, le 18 juin 2000 à Laval. Une cinquantaine de témoins y seront entendus.

Le nombre d'avocats montre bien la complexité du dossier, auquel sont intéressés le ministère des Transports, le constructeur, la Ville de Laval, le fabricant des poutres, l'Ordre des ingénieurs, la CSST, la Régie du bâtiment, la Commission de la construction, une firme d'ingénieurs, les assureurs de chacun, sans compter les services de police, d'incendie et d'ambulanciers.

L'enquête, qui a débuté hier au Palais de justice de Laval, doit s'étendre sur quelques semaines et là, des dates ayant été fixées sporadiquement jusqu'au 1^{er} mars. Déjà, une pile de disquettes

contenant pas moins de 20 000 pages de documents et témoignages a été présentée hier matin. Il faut noter qu'en juillet dernier, le bureau du substitut du procureur général de Montréal avait indiqué qu'avec les informations dont il disposait, il n'était pas en mesure de recommander des poursuites pour négligence criminelle contre qui que ce soit. Un représentant assiste toutefois aux audiences, à Laval, afin de voir si de nouveaux éléments seront apportés au dossier, lui permettant de changer son fusil d'épaule.

L'enquête du coroner vise à mieux protéger la vie humaine.

Poutres pas fixées

À la lumière des témoignages entendus hier, il ressort notamment qu'un policier de Laval s'est fait dire, peu après son arrivée sur le site de l'effondrement, que les poutres du viaduc en réfection n'avaient pas été fixées avant le départ des ouvriers pour la fin de semaine, seulement déposées.

Le lieutenant à la gendarmerie Serge Mongeau, qui était le plus haut grade de la police de Laval à son arrivée sur les lieux, ce dimanche-là, a pu parler à cet homme, «un monsieur corpulent» dont il ne se rappelle pas le nom, mais qui se serait présenté à lui comme ingénieur du chantier. Cet ingénieur lui aurait aussi indiqué que cela prendrait des grues ayant une capacité minimale de 60 tonnes pour soulever et déplacer les poutres tombées.

L'inspecteur-chef Serge Bélisle, de Laval, a aussi expliqué que c'est le service de police de Laval qui a dû prendre en charge l'enquête, même si l'accident a eu lieu sur le territoire de la Sûreté du Québec, parce que la SQ n'avait pas les effectifs suffisants, ce dimanche-là.

Il est aussi apparu qu'un grand nombre d'appels pour signaler l'accident ont été adressés au service téléphonique d'urgence 911 en moins de quelques minutes, par des citoyens.

Le premier appel a été fait par

une dame à 10h46 et 26 secondes, appel qui a été transféré à la SQ, puisque l'autoroute 15, surplombée par le viaduc, fait partie de son territoire.

C'est le service de police de Laval, voyant la multiplicité d'appels qui continuaient de s'accumuler, qui a compris que l'effondrement était d'une ampleur telle que le service de police de Laval devait aussi s'y rendre en grand déploiement, en plus de la SQ.

Mulcair refusé

En plus de tous les organismes, institutions et entreprises intéressés au dossier, le député libéral provincial de Chomedey, Thomas Mulcair, a demandé à être reconnu comme partie intéressée.

Le coroner Perron a cependant rejeté sa requête, arguant que pour qu'il y acquiesce, il aurait fallu que l'enquête soit susceptible d'affecter de façon importante les citoyens que le député représente, ce qui n'est pas le cas. L'enquête se poursuit aujourd'hui.

La revanche...



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'AFFAIRE Michaud est bel et bien enterrée. Après avoir fait l'objet en décembre dernier d'un vote unanime de l'Assemblée nationale condamnant ses propos à l'endroit de la communauté juive, après s'être réconcilié en juin avec le Parti québécois à la faveur d'une résolution demandant que jamais plus un vote de blâme ne soit adopté contre un citoyen exprimant son opinion, Yves Michaud a disputé un match de tennis amical samedi dernier avec le premier ministre Bernard Landry. M. Landry faisait équipe avec le ministre délégué aux Sports Richard Legendre et M. Michaud avec le professionnel attitré du club, Samadou Aliassime. L'équipe gouvernementale a perdu.

EN BREF

Nouveau nom

(Le Devoir) — Le parti politique de Gerald Tremblay changera bientôt de nom. L'Union des citoyens de l'île de Montréal a demandé au Directeur général des élections que soit ajoutée à la fin de son nom l'appellation: «Équipe Tremblay», afin, dit-on, d'éviter tout risque de confusion pour les électeurs au moment de cocher leur bulletin de vote.

L'Union des citoyens de l'île de Montréal/Équipe Tremblay imite ainsi de nombreux autres partis, dont son adversaire, l'Équipe Bourque/Vision Montréal, qui ont procédé aux mêmes changements au cours des dernières années en invoquant les mêmes raisons.

Bijouterie Gambard

Vente et service technique

ROLEX

Lady-Datejust
en or 18 carats

630-A RUE CATHCART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

SOLDE

JUSQU'À -70%

sur des centaines de TRES BEAUX cache-pots, objets déco, plantes

-50%

sur notre collection exclusive de pots, vases, mobilier, fontaines, statues qui RÉSISTENT AU GEL

ALPHA
Plantes et poteries

230, rue Peel, Montréal (2 rues au sud de Notre-Dame)
514.935.1812
Stationnement gratuit • Ouvert 7 jours

Bienvenue aux lecteurs du Devoir!

À ne pas manquer du 20 au 28 septembre 2001

• LA GUERRE CONTRE LE TERRORISME •

PERSPECTIVES

Gagner du temps

Les dirigeants américains, on le sait, souhaitent ardemment que des nations arabes rejoignent la coalition dont on élabore l'infrastructure tout en menant des négociations tous azimuts pour en confectionner un profil que l'on veut le plus international possible. Pour l'instant, les chefs de file politiques du Proche-Orient ont condamné les attentats sans pour autant donner entière satisfaction à Washington.

Globalement, l'ensemble des positions adoptées par les chefs d'Etat des nations ont naquirent les trois grandes religions monothéistes consiste, peut-être, à gagner du temps, à prendre le pouls des populations, à bien comprendre le message de la rue, à ne pas passer pour des suppôts du Satan américain. Les Hosni Moubarak de cette partie du monde sont dans une situation extrêmement délicate. D'où la valse-hésitation qui en a naturellement découlé.



Serge Truffaut

C'est le cas notamment de l'Arabie Saoudite, un des deux principaux piliers, avec l'Égypte, sur lesquels les États-Unis assaient leur politique dans la région. Si certains représentants de la monarchie wahhabite ont indiqué qu'ils soutiendraient Washington dans sa lutte contre le terrorisme, ils se sont bien gardés d'en préciser le protocole.

Mieux ou pire, c'est selon, dans son édition dominicale le quotidien *Al-Jazira*, voix officielle d'un régime où la liberté de presse a l'épaisseur d'une peau de chagrin, estime qu'Israël étant l'État terroriste n° 1 de la planète, toute opération internationale destinée à combattre le terrorisme devrait également inclure cet État dans ses cibles.

Ce faisant, il n'est pas inutile de le rappeler, cette diatribe de *Al-Jazira* est un clair et net écho du combat que les 22 nations membres de la Ligue arabe ont mené lors de la Conférence contre le racisme de l'ONU qui s'est conclue dans l'amertume il y a quinze jours à peine.

Toujours est-il que, si les Américains souhaitent tant que des nations arabes participent à une riposte qu'ils envisagent à grande échelle, c'est qu'ils voudraient éviter que l'action en cours ne débouche à terme sur un conflit entre religions, entre civilisations. Qu'aucun pays arabe ne soit présent lors de l'offensive, si attaque militaire il y a, si attaque terrestre il y a, et ce sera à coup sûr la déflagration.

À cet égard, la conception que James Woosley, l'ancien patron de la CIA, s'est faite du dossier est peut-être révélatrice. En substance, la voici: si aucun pays arabe ne rejoint les rangs de la coalition, alors nous devrions sérieusement envisager d'autres solutions et s'attendre à vivre une situation à l'irlandaise. Par ailleurs, il est possible qu'un scénario plus ou moins analogue à celui vécu au Vietnam se reproduise. Avec ce dernier, le conflit qui s'annonce a ceci de commun qu'il a un moteur avant tout idéologique. Dans le cas de la Guerre du Golfe, le moteur était avant tout économique: sécuriser les routes du pétrole nécessaires aux économies occidentales mais aussi régionales.

Cela étant, si l'Égypte prend officiellement le train de la riposte, alors il est probable que la sourde lutte qu'il y a entre l'autorité et la mouvance islamiste débouchera sur une exacerbation plus prononcée que jamais des tensions; notamment avec le vaste réseau animé par les Frères musulmans. C'est cette organisation qui a grandement encouragé les *djihad* à travers l'univers musulman.

Fondée en 1928 par Hassan Al-Banna, l'association des Frères musulmans est la seule force d'opposition au régime de Moubarak aujourd'hui, à ceux de Anouar Al-Sadate et Gamal Abdel Nasser hier. Ceux qui ont assassiné Sadate parce qu'il avait reconnu l'État d'Israël provenaient des rangs de cette nébuleuse.

Depuis lors, la corruption du régime, combinée à l'augmentation de la pauvreté, a fait le jeu, pour ainsi dire, des Frères. Les damnés de la terre ainsi que bien des personnes de la petite bourgeoisie sont plus que jamais enclins à grossir les rangs de cette organisation parce qu'elle est seule porteuse d'un message idéologique depuis l'effondrement du nationalisme arabe et du communisme.

Ses buts restent inchangés. À quelques variantes près, ils sont les mêmes que ceux fixés par le fondateur du mouvement. Selon Sabrian Mervin, professeur à l'École normale supérieure et à l'École pratique des hautes études de Paris, «le mouvement avait pour objectif d'islamiser la société et de combattre l'occidentalisation des mœurs». En conséquence, Hassan Al-Banna «prônait l'islam comme un système englobant, portant sur tous les aspects de la vie». De fait, hier comme aujourd'hui ils revendiquent Jérusalem ainsi que la totale libération de la Palestine où le Hamas s'active comme on sait. Et que vient faire le Hamas dans cette histoire? Il est une émanation palestinienne des Frères.

Ce qui vaut pour l'Égypte vaut également, à quelques différences il va sans dire, pour la Jordanie, seul autre pays à avoir signé un traité de paix avec Israël. Que le roi Abdallah II s'implique trop aux côtés des Américains et alors le risque d'implosion au sein de son royaume augmentera passablement.

La question qui est posée au président égyptien Hosni Moubarak ainsi qu'au roi de Jordanie à tous les aspects, tous les attributs, de la quadrature du cercle.

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Une journée de débat d'urgence sur la nouvelle «guerre contre le terrorisme» n'a pas permis de savoir plus sur les moyens supplémentaires que le gouvernement fédéral pourrait prendre et les actions auxquelles il serait prêt à s'associer.

Bien que solidaires des États-Unis, les ministres qui ont pris part au débat hier ont tous évité d'annoncer des mesures précipitées. Aucun ne s'est prononcé ni n'a exclu de solution. En fait, on semble plutôt satisfait de ce qui a été fait jusqu'à présent pour lutter contre le terrorisme, tout en s'appliquant à préparer les esprits à en faire plus.

Le ministre des Affaires étrangères, John Manley, a reconnu que les attentats de mardi dernier «nous forcent à revoir l'ensemble de nos pratiques et politiques et à considérer les réponses nécessaires mais je ne pense pas que cela doive se faire à la hâte», a-t-il dit devant une Chambre des communes à moitié vide après les discours des chefs et alors qu'aucune autre activité parlementaire n'avait lieu.

M. Manley a seulement indiqué qu'il fallait «être

prêt à utiliser tous les outils à notre disposition, diplomatiques, juridiques, financiers et même militaires pour combattre ce mal». Il a ajouté un bémol. «Dans notre détermination à punir les auteurs, nous devons nous assurer que nous extirpions le mal sans encourager la création d'une nouvelle armée d'extrémistes dévoués.» A sa sortie, il a précisé que le Canada déterminerait les enjeux à sa façon.

Le ministre de la Défense, Art Eggleton, a insisté sur la nécessité de connaître les propositions américaines avant de déterminer la nature de la participation canadienne. Et à ceux qui parlent de guerre, il répond: «Ne pensez pas que cette campagne sera gagnée avec une guerre conventionnelle. Il y aura peut-être certains aspects qui seront menés de cette façon mais il faudra, au bout du compte, un autre genre d'efforts.»

Le ministre des Transports, David Collette, a été le seul à annoncer une mesure concrète. À l'avenir, les pilotes devront verrouiller la porte de leur cabine, et ce, du décollage à l'atterrissage et non seulement lorsque survient un incident.

M. Collette veut bien envisager d'autres mesures mais refuse de remettre en question, pour l'instant, la privatisation des services de sécurité dans les

aéroports. Il insiste sur le fait que son ministère supervise ces services, effectue des tests pour éviter l'infiltration et a imposé, à la suite de la crise, de nouvelles règles de contrôle des bagages et des passagers. Ça lui suffit pour l'instant.

En Chambre comme à l'extérieur, les ministres ont cherché à répondre à leurs critiques en montrant qu'ils n'allaient pas rester les bras croisés. Ils ont tour à tour rejeté les remises en cause de leurs budgets, souligné les mesures prises au cours des dernières années et des derniers jours et mis en évidence certains projets de loi actuellement à l'étude.

La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Elinor Caplan, a répété que l'adoption du projet de loi C-11, actuellement devant le Sénat, permettrait de combler certaines lacunes. On verra ensuite s'il faut faire davantage. Le Solliciteur général Lawrence MacAulay a fait de même avec le projet de loi C-16 qui permettra de retirer le statut d'organisme de charité aux organisations qui amassent des fonds pour des groupes terroristes étrangers. La criminalisation possible de ce genre de campagnes de financement pourrait suivre, a ajouté la ministre de la Justice, Anne McLellan. Elle souhaite présenter une loi «dans un avenir rapproché».

Les New-Yorkais font revivre Wall Street

«C'est un peu comme revenir dans une ville assiégée»

D'APRÈS LIBÉRATION
AGENCE FRANCE-PRESSE
ET ASSOCIATED PRESS

Pendant que les New-Yorkais se réappropriaient Wall Street hier matin, le laborieux travail de recherche s'est poursuivi à l'emplacement de l'attentat terroriste de la semaine dernière. Aucun survivant n'a été retiré des décombres depuis cinq jours et les équipes à l'œuvre doivent s'assurer de récupérer tout ce qui pourrait servir à l'enquête du FBI.

Étrange défilé que cette marche forcée d'hommes en costumes qui descendent vers Wall Street les yeux droits devant eux, le regard fixé sur le bitume. Au détour d'un immeuble, trois rues plus à l'ouest, le socle toujours fumant de la tour nord du World Trade Center se découpe à l'horizon. Il y a partout des barrages et des policiers aux aguets. Sans une pièce d'identité, personne ne passe. «C'est un peu comme revenir dans une ville assiégée», confie Dean Kajouras, un broker chez Fordham Financial, mais je crois que c'est nécessaire. On peut se lamenter et pleurer encore des semaines, cela ne changera rien à la situation.»

Six jours après la catastrophe qui a frappé New York, la réouverture de Wall Street faisait hier fonction de symbole. Depuis une semaine, Rudolph Giuliani, le maire, l'a répété: «Quand les marchés repartiront, ce sera le signe que nous avons su réagir».

Devant le New York Stock Exchange, ils étaient des centaines à faire la queue pour pouvoir entrer. Des hommes en armes étaient dissimulés derrière les colonnes. «Maintenant ce qu'il faut montrer, c'est notre détermination», dit un banquier. Si l'Amérique est unie, elle peut surmonter cette immense tragédie. Le retour à la normale n'est pourtant pas facile pour tout le monde. Au numéro 30, sur Wall Street, Roland Stoeber, un drapeau américain à la main, rentre précipitamment dans son immeuble, visiblement affecté. Il était là mardi quand les deux avions ont percuté le World Trade Center. «Je suis content d'être ici mais je me demande si les marchés n'ont pas rouvert un peu tôt. Pour ceux qui ont vécu l'horreur, cette journée sera dure. Très dure.»

Des recherches éreintantes

Sur le champ de ruines qu'est devenu le World Trade Center, les travaux de déblaiement se sont poursuivis hier à l'aide de grues, de bulldozers et de pelleteuses. La tâche exige beaucoup de précautions puisqu'il faut extraire les pièces à conviction. Progressant doucement, ouvriers, pompiers, policiers et volontaires redoutent un effondrement d'une partie de la montagne de ruines — 45 m de haut — sous laquelle des rescapés pourraient avoir été ensevelis.

Le bilan des personnes disparues s'est alourdi à 5422 personnes, selon un bilan provisoire du maire Rudolph Giuliani, qui ne veut pas abandonner l'espoir de trouver encore quelques survivants. Seulement cinq survivants ont été sortis des décombres depuis l'attaque terroriste et aucun depuis plus de cinq jours. Cent trente-cinq corps ont été identifiés. Parmi eux, on compte 34 pompiers de New York, deux secouristes et deux policiers de la Port Authority.

Les équipes à l'œuvre doivent aussi veiller à préserver les preuves matérielles potentielles qui serviront aux enquêteurs du FBI, comme les morceaux des deux avions qui ont percuté mardi les deux tours jumelles.

Sur place, Mark Loizeaux, un expert d'une entreprise de démolition du Maryland, dirige les opérations à la tête d'un bataillon d'engins. Durant le week-end, explique-t-il, les ouvriers ont pu descendre pour la première fois au plus bas niveau sous les tours du WTC, dans une gare ferroviaire de banlieue située à 24 mètres sous terre. Ils ont trouvé des poches de «vides» au milieu des débris, mais personne en vie. «En gros, on ouvre des poches pour les opérations de recherches et de secours du gouvernement et des pompiers», a-t-il ajouté.

Les amas de décombres sont transportés par camions à Staten Island dans un champ près du site



BRIAN SNYDER REUTERS

Entourée de ses filles Caroline et Laura, Peggy Ogonowski serrait un drapeau américain contre son cœur lors de la messe célébrée à Dracut au Massachusetts à la mémoire de son mari, John Ogonowski, le pilote de l'avion du vol 11 d'American Airlines qui s'est écrasé sur l'une des tours du World Trade Center la semaine dernière.

d'enfouissement de déchets de Fresh Kills où les équipes du FBI et des détectives de la police de New York fouillent à la main les débris, cherchant tout ce qui pourrait s'ajouter au dossier des preuves. Chaque jour, 2300 mètres cubes de gravats sont évacués. On ignore encore combien il faudra de temps pour déblayer le million et demi de mètres cubes de débris qui recouvrent 6,5 hec-

tares de la partie basse de Manhattan.

Les responsables des recherches, devenus d'avantage des contractuels que des bénévoles, emploient de moins en moins les pompiers, infirmières et ouvriers du bâtiment qui s'étaient présentés spontanément pour les aider. Beaucoup d'entre eux attendent des heures avant de recevoir des instructions mais d'autres sont simplement renvoyés chez eux.

La crise touchera l'industrie touristique montréalaise

STÉPHANE BAILLARGEON
VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

Les attentats de la semaine dernière aux États-Unis ont chamboulé la tenue d'une foule de colloques à Montréal. Les tristes événements risquent de forcer l'annulation aujourd'hui d'un important congrès réunissant quelque 3000 architectes paysagers au palais des congrès.

L'organisme Tourisme Montréal n'a pas encore colligé de chiffres mais on s'attend à ce que les Américains restent chez eux durant les prochaines semaines. «Cela touche aussi le tourisme et les réunions d'affaires», souligne le vice-président de Tourisme Montréal, Pierre Bellerose.

Déjà, plusieurs établissements hôteliers notent un taux d'annulation plus élevé que la normale, indique

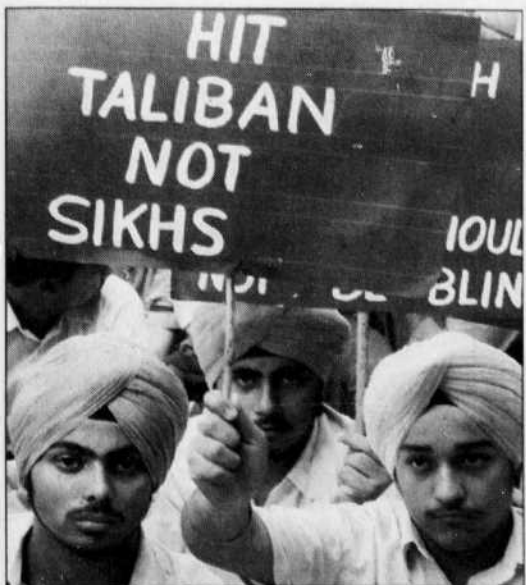
le vice-président de l'Association des hôtels du Grand Montréal, William Brown. Il note cependant qu'il est encore trop tôt pour savoir combien coûtera cette crise et combien de temps elle durera. Et avec les annulations de billets d'avion vient celle des chambres d'hôtel, des sorties au restaurant, des locations de voiture, etc.

Les tragiques événements américains ont également entraîné l'annulation de plusieurs importants colloques scientifiques dans les universités québécoises.

L'UQAM devait inaugurer hier soir un colloque panaméricain portant sur les industries culturelles puis enchaîner demain avec un autre traitant de la mondialisation et du pluralisme. Comme le transport de dizaines de participants étrangers était compromis, le Groupe de recherche sur les industries culturelles et l'informatisation sociale (GRICIS) a décidé vendredi dernier de saborder les rencontres.

L'UdeM annule un colloque de la chaire Jean-Monnet en intégration européenne. Le week-end prochain, McGill n'organisera pas comme prévu un colloque devant célébrer le cinquantième anniversaire de fondation de son Institut de droit aérien et spatial. On y attendait environ 200 personnes. Par contre le département de sciences politiques de cette université organise demain un autre colloque, on ne peut plus dans le ton celui-là, puisqu'il y sera question des récentes attaques terroristes.

Les effets de ces actes de terrorisme à moyen et à long terme sont plus difficiles à calculer. «Il faut se demander trois choses: Est-ce qu'il y aura une récession? Les Américains auront-ils peur de prendre l'avion? S'il y a une riposte militaire, quel sera son effet sur le sentiment d'insécurité des Américains?», indique M. Bellerose. Si les attentats accélèrent ou provoquent une récession, le tourisme sera l'un des premiers secteurs touchés.



• LA GUERRE CONTRE LE TERRORISME •

«Il ne faut pas croire que la victoire sera simple ou facile, qu'il suffira de porter un grand coup. Il nous faut faire ce qui donnera des résultats à long terme et non ce qui nous apportera une satisfaction à court terme. [...] S'il nous faut changer nos lois, nous le ferons. Si nous devons accroître les mesures de sécurité pour protéger les Canadiens, nous le ferons aussi. [...] Mais nous ne céderons pas à la tentation de resserrer rapidement la sécurité au prix des valeurs qui nous tiennent à cœur et qui ont fait du Canada un flambeau de l'espoir, de la liberté et de la tolérance dans le monde.»

— Jean Chrétien



« Nous sommes en guerre contre le terrorisme », dit Chrétien

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le Canada n'a pas l'intention de donner carte blanche aux États-Unis dans leur riposte aux attentats terroristes de mardi dernier et toute participation canadienne se fera dans le respect des valeurs de «liberté, de justice et de tolérance» qui animent le pays, a assuré le premier ministre Jean Chrétien.

C'était jour de rentrée parlementaire hier et, pour la première fois, les élus ont pu participer à un débat d'urgence sur les événements tragiques du 11 septembre dans l'enceinte de la Chambre des communes.

«Les tueurs ont agi de sang-froid et porté un coup aux valeurs et aux convictions des peuples libres et civilisés de la terre entière, a déclaré M. Chrétien. Le monde a subi une attaque, le monde doit riposter. Le Canada, un pays fondé sur un idéal de liberté, de justice et de tolérance, participera à cette riposte car nous sommes en guerre contre le terrorisme.»

M. Chrétien a toutefois indiqué que cette guerre ne doit pas se résumer à quelques attaques immédiates et musclées mais plutôt procéder d'une démarche de longue haleine. Que loin de seulement assouvir un besoin de vengeance, la réponse internationale aux assauts contre le World Trade Center et le Pentagone devra porter des fruits à long terme.

«Nous devons nous préparer et préparer les Canadiens à une longue lutte. Une lutte sans réponses faciles, une lutte où il faudra absolument faire preuve de patience et de sagesse.»

Le premier ministre a surtout mis en garde contre toute tentation d'augmenter les diverses mesures de sécurité au pays. Si des changements doivent être apportés, ils le seront, a-t-il promis, mais jamais au

mépris des «valeurs» de liberté caractéristiques du Canada. M. Chrétien répondait ainsi à l'avance aux demandes du leader allianciste Stockwell Day.

Le chef de l'opposition officielle a en effet présenté les événements des derniers jours comme une preuve du bien-fondé de l'obsession sécuritaire de son parti. Dans son discours, M. Day a formulé trois changements qui devraient selon lui être apportés. Le Canada devrait se doter d'une loi anti-terroriste comme les États-Unis l'ont fait en 1996, resserrer le contrôle aux frontières et dans les aéroports et augmenter les budgets de l'armée canadienne, de la GRC et du Service canadien de renseignement de sécurité (SCRS). La loi anti-terroriste interdirait aux organisations terroristes ou à leurs organisations-paraventes toute activité au Canada, y compris celle d'engranger des fonds.

«Le projet de loi C-16 présentement débattu en ce parlement permettrait de dépouiller de leur statut d'organismes sans but lucratif certains groupes qui financent le terrorisme. C'est certes une bonne première étape mais on est encore bien loin d'une vraie loi anti-terroriste qui bannirait le financement du terrorisme au Canada et éliminerait la présence de ces groupes sur notre territoire.»

La réponse du gouvernement ne s'est pas fait attendre. «Le chef de l'opposition se plaît à parler de la législation anti-terroriste qui existe aux États-Unis, a dit M. Chrétien, mais cette législation n'a pas empêché le drame du 11 septembre.»

Du côté du Bloc québécois, le chef Gilles Duceppe s'est approprié lui aussi la rhétorique voulant que ce ne soient pas les États-Unis qui ont été attaqués mais les démocraties. Il s'est dit en faveur d'une riposte aux attentats terroristes, quoi qu'en formulait le sou-

hait que l'ONU et le Tribunal pénal international jouent un rôle plus important. Sans vouloir sombrer dans ce qu'il appelle «le pacifisme aveugle», M. Duceppe a aussi rappelé que la guerre faite à Saddam Hussein ne l'a pas détrôné. Enfin, M. Duceppe a demandé l'assurance que le Canada n'appuierait pas les yeux fermés toute décision prise par les États-Unis.

«Le Canada va prendre ses responsabilités, a répondu M. Chrétien. Il n'est pas question de donner carte blanche à qui que ce soit. D'ailleurs dans les accords de l'OTAN, il est prévu que les parties doivent être consultées avant de donner leur consentement.» M. Chrétien a aussi donné l'assurance que, «comme nous l'avons fait dans le passé», la Chambre des communes serait consultée avant tout déploiement militaire.

La cheffe néo-démocrate Alexa McDonough a tenu un discours similaire à celui de M. Duceppe, s'engageant même davantage sur la voie pacifiste. Une riposte n'assouissant qu'un besoin de vengeance, a-t-elle fait valoir, ne ferait que garantir une répétition des attentats de la semaine dernière.

Enfin, Joe Clark, qui prenait la parole pour la première fois en tant que leader de la coalition entre le Parti conservateur et les huit députés alliancistes dissidents (PC-CRD), a invité les comités parlementaires sur le Transport, l'Immigration, la Justice et les Affaires étrangères à se réunir et à étudier les moyens de rendre le pays «plus sécuritaire».

Enfin, tous les chefs ont cru nécessaire de réitérer leur appel à la tolérance, rappelant que la guerre ne visait pas les musulmans ou les arabes. «C'est une victoire pour les terroristes quand ils réussissent à exporter leur haine», a dit M. Chrétien en décriant les quelques gestes d'intimidation commis à l'endroit des Canadiens d'origine arabe.



Chantal Hébert

La qualité de ses défauts

Depuis qu'il est au pouvoir, Jean Chrétien a amplement démontré qu'il préfère voir venir à voir grand.

Aux croisades qu'affectionnaient ses prédécesseurs, le premier ministre actuel a substitué un étatisme dont il a fait la marque de commerce de son gouvernement.

Si M. Chrétien devait avoir un slogan, ce serait sans doute: aux grands maux les petits remèdes.

C'est une approche qu'on a souvent eu l'occasion de lui reprocher — en particulier en matière d'unité canadienne — mais dans le climat survolté qui prévaut dans la foulée des attentats terroristes de la semaine dernière, la méfiance viscérale du premier ministre à l'égard de tout ce qui s'apparente à de grandes manœuvres devient une qualité rassurante.

En temps de crise, le réflexe de ceux qui nous gouvernent consiste trop souvent à vouloir occuper le terrain à coup de mesures hâtives pour mieux parer les critiques prévisibles de la galerie. Ainsi, hier, une partie de l'opposition aurait voulu que le gouvernement fédéral tire dans toutes les directions — immigration, sécurité aérienne, contrôle des frontières, appel aux drapeaux — pour montrer qu'il a la situation bien en main.

Si le leadership consiste à ne pas plier avec le vent du moment, M. Chrétien en a exhibé une dose réconfortante en prévenant plutôt que le Canada ne se laisserait pas bousculer sur la voie d'un nouvel ordre mondial et qu'il ne permettrait à personne de le forcer à sacrifier ses valeurs les plus fondamentales en cours de route.

Il y a une dizaine d'années, Jean Chrétien avait été l'un des rares politiciens canadiens d'envergure à douter publiquement de la pertinence de la participation canadienne à la guerre du Golfe.

Il était alors chef de l'opposition officielle et sa position lui avait coûté des plumes. Il faut dire que son intervention pour réclamer le retrait des troupes canadiennes était mal tombée, quelques minutes seulement après avec le déclenchement de la guerre.

Tout ce que le Canada comptait d'observateurs ou presque lui était alors tombé dessus. On avait alors épilogué longuement sur son absence de vision. Conspué de partout, le chef libéral avait rapidement battu en retraite.

Rien n'empêchait que le scepticisme initial de Jean Chrétien a mieux survécu à l'épreuve du temps que le zèle militariste du gouvernement fédéral de l'époque.

Aujourd'hui, comme premier ministre et de doyen du G 8, M. Chrétien n'a pas la même liberté d'action.

On ne dira jamais assez combien la marge de manœuvre du Canada par rapport à Washington a rétréci dans la foulée des attentats de la semaine dernière.

A titre de plus proche voisin des États-Unis, un pays dont il dépend impérativement pour sa prospérité économique, le Canada a encore moins les moyens de son indépendance cette fois-ci qu'à l'époque de la guerre du Golfe. Son appui de principe à la contre-offensive anti-terroriste américaine n'a jamais fait de doute.

Mais le sens que M. Chrétien voudra donner dans la pratique à l'engagement canadien sera forcément tempéré par son propre instinct politique, celui-là même qui lui avait dicté de se méfier de la prétendue guerre sainte dans laquelle la même équipe de conseillers avait embarqué un autre président Bush il y a dix ans.

Chose certaine, si Stockwell Day avait été premier ministre, le Canada se serait déjà engagé à appuyer militairement et jusqu'à la limite de ses moyens la contre-offensive des États-Unis.

Avec Joe Clark, le chef allianciste s'est inscrit hier dans le camp des faucons.

Mais M. Day est le chef de l'opposition le plus discrédité de l'histoire canadienne récente. Politiquement, les événements de la semaine dernière sont une planche de salut providentielle sur laquelle il s'accroche désormais à deux mains.

Dans ce contexte, son discours belliqueux aura une influence très relative sur le gouvernement. Entre faire confiance à Jean Chrétien ou à Stockwell Day, le public canadien a déjà fait un choix sans équivoque et vraisemblablement sans retour.

Le cas Clark est différent. Armé de son titre d'ancien premier ministre et de son bagage d'ex-ministre des Affaires étrangères, le chef conservateur est assuré d'une beaucoup plus large écoute dans ce débat.

C'est un pedigree dont Joe Clark a parfois abusé. Le printemps dernier, dans le dossier de l'affaire de l'auberge Grand-Mère, M. Clark avait lancé beaucoup d'accusations gratuites, lesquelles qui se sont évanouies dans la nature par la suite. Seul son statut d'homme d'État lui avait alors permis de se hasarder sur une glace aussi douteuse. On verra s'il s'aventurera de nouveau dans ce genre de territoire au cours des prochaines semaines.

Un mot enfin sur le Bloc québécois. Depuis l'arrivée de la formation souverainiste à Ottawa, on a souvent eu l'occasion de constater combien ses députés atteignent des sommets à l'occasion de débats de fond. Et combien aussi, en matière de valeurs fondamentales, le Bloc a tendance à se retrouver sur la même longueur d'ondes que le gouvernement libéral.

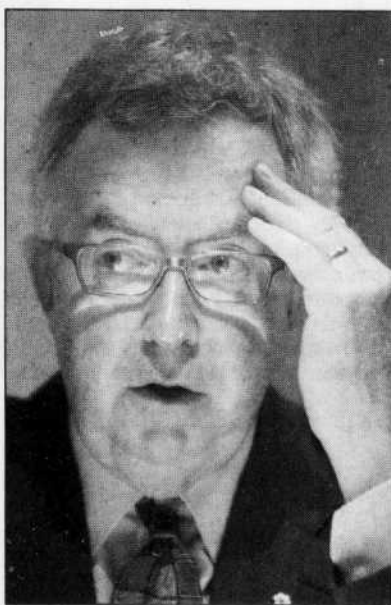
A l'occasion du débat spécial sur la suite à donner aux attentats terroristes, son chef Gilles Duceppe a livré aux Communes un discours d'une grande pertinence. Le Québec aurait difficilement pu être représenté avec davantage de classe au Parlement hier que par les deux frères ennemis que sont les Chrétien et Duceppe.

Chantal Hébert est columniste politique au Toronto Star.



«La riposte doit être à la hauteur et dans le respect de nos valeurs démocratiques. Il ne faut pas tomber dans le piège d'une guerre de civilisations ou de religions. Soyons respectueux envers Dieu et Allah. Ne les mêlons pas aux guerres des hommes. Ce n'est pas une guerre entre le bien et le mal. [...] Le fanatisme se développe à partir d'un terrain fertile, tels des champignons sur la pourriture. Si nous voulons éliminer non seulement ben Laden mais d'autres qui risquent de surgir, il faut s'attaquer aux situations pourries qui permettent au fanatisme de se développer: la pauvreté, l'absence de démocratie, la dictature.»

— Gilles Duceppe



«Ces questions sont trop importantes pour n'être discutées que par les ministres et les fonctionnaires dans des rencontres secrètes. Les changements qui pourraient être requis pourraient être trop radicaux pour être laissés entre les mains des gardiens du statu quo. Si le gouvernement est sincère et honnête dans son analyse de notre système, alors faisons confiance au parlement pour qu'il l'aide dans ce travail. Laissons le parlement tendre la main au peuple qui l'a élu et le réconforter dans ces périodes de doute.»

— Joe Clark



«Les attaques militaires, bien qu'elles satisfassent un désir compréhensible de vengeance, ne résoudront rien si des milliers d'autres innocents en deviennent les victimes [...]. Nous devons nous demander quel genre de communauté internationale nous avons créée quand le massacre aux États-Unis pousse des enfants palestiniens à danser dans les rues, quand elle laisse 5000 enfants mourir chaque mois de malnutrition en Irak [...]. À moins que nous basions nos politiques et notre allégeance sur des valeurs à long terme et non pas sur des stratégies à court terme, nous continuerons de créer les monstres qui reviennent nous hanter.»

— Alexa McDonough



«Ce n'est pas le temps d'être moralement ambigu. Il faut être moralement clair. [...] La guerre contre le terrorisme demandera de vrais sacrifices et l'établissement de nouvelles priorités. [...] Depuis plusieurs années, l'opposition a soulevé des questions concernant la sécurité des frontières, l'intégrité de notre système d'identification des réfugiés et le besoin d'accorder plus de ressources à la défense, à la sécurité et aux services de renseignements. [...] Ce qui était des questions importantes et parfois sous-estimées est devenu, depuis le 11 septembre, un impératif moral absolu.»

— Stockwell Day

Avant, vous n'aviez pas le choix. Maintenant, oui.

Voici RésiCom™, le service local de Sprint Canada. La ligne téléphonique locale résidentielle qui comprend 100 minutes d'interurbain à chaque mois.



Faites le 1 800 353 6294 ou consultez l'édition de samedi pour les détails.

Service offert dans la plupart des zones de Montréal, Toronto, Vancouver et Calgary.

TM, MC Sprint Canada, RésiCom et le logo Sprint Canada sont des marques de commerce de Sprint Communications Company LP utilisées sous licence par Sprint Canada Inc. © Sprint Canada Inc., 2001.

É D I T O R I A L

Avec la guerre, la crise?

On s'y attendait, la Bourse américaine a fort mal réagi à la reprise de ses activités interrompues depuis mardi dernier. Entre le mot d'ordre *business as usual* et la crainte d'assister à une aggravation de la situation, le cœur des investisseurs balance. Et, cette fois, il faudra du temps avant que la confiance en l'avenir ne redevienne le moteur des décisions d'investissement, autant chez les consommateurs que chez les investisseurs.

Hier, à New York, on a fait les choses en grand pour marquer la réouverture du marché boursier. Le maire de New York et la sénatrice Hillary Clinton étaient sur place, accompagnés de sauveteurs du World Trade Center. On a observé deux minutes de silence en souvenir des milliers de disparus dont une majorité provenait du milieu financier, accordé des entrevues aux grandes chaînes de télévision, tout cela pour contrer l'état dépressif qui s'est emparé de l'Amérique et qui menace de précipiter l'économie dans la récession.

La composition du Produit intérieur d'un pays comme les États-Unis tient pour une part de 60 % aux dépenses de consommation des ménages. L'autre part de 40 % dépend des investissements (construction, achat d'équipements, etc.) et des dépenses des gouvernements. Depuis la chute des valeurs technologiques, c'est grâce à la confiance encore solide des consommateurs que l'économie américaine n'a pas plongé tout à fait dans le marasme. Or la catastrophe survenue la semaine dernière est venue asséner un coup brutal de réalisme à ces consommateurs qui sont toujours les derniers à s'en rendre compte quand rien ne va plus. Sans eux, désormais, il n'y a plus personne pour prendre le relais. Personne, sinon les gouvernements.

À la fin de la semaine dernière, l'administration Bush a promis 40 milliards de fonds spéciaux pour faire la guerre au terrorisme et pour aider New York. S'ajouteront à cette somme plusieurs nouveaux milliards destinés à l'industrie du transport aérien — certaines entreprises sont au bord de la faillite — et probablement plus encore pour divers projets d'aide publique qui seront annoncés à mesure que la situation évoluera.

Au Canada, il devient aussi de plus en plus urgent que le premier ministre, Jean Chrétien, revienne sur sa décision de ne pas présenter de budget de dépenses cet automne. Déjà, avant les événements dramatiques du WTC, l'économie présentait des signes de faiblesse certains, telle la hausse du taux de chômage, l'un des signes vitaux les plus évidents. Maintenant qu'il est devenu très probable que les États-Unis ne connaîtront pas de reprise avant l'an prochain malgré les importantes baisses d'impôt annoncées plus tôt cette année, Ottawa va-t-il se contenter d'attendre: attendre de nouvelles baisses des taux d'intérêt de la part des banques centrales; attendre des injections massives de fonds publics de la part du voisin américain; attendre un retour magique à plus d'optimisme parmi les consommateurs et les entreprises?

Si Ottawa entend laisser au seul marché, consommateurs et entreprises, le soin d'une relance de la demande bien improbable à courte échéance, il assumera du coup le risque de nous enfoncer plus profondément que l'économie américaine dans la récession. Ce qui ne serait pas nouveau puisque les responsables canadiens de la politique économique ont souvent commis cette erreur, la dernière fois en 1990 alors que le gouvernement conservateur et la Banque du Canada avaient, main dans la main, précipité la chute de l'économie en introduisant la TPS et en haussant les taux d'intérêt au moment même où l'économie montrait des signes d'essoufflement.

Au lendemain du drame du World Trade Center, l'Amérique tente de se persuader que la vie peut reprendre son cours normal, comme chaque fois par le passé. Malheureusement, il y a de fortes chances que, cette fois, ce soit différent. Hier, l'indice Dow Jones a perdu 7,7 % de sa valeur et le SP 500, un indice plus représentatif de l'économie américaine, 4,8 % de sa valeur. C'est beaucoup en une seule journée, mais ce n'est pas la catastrophe. Il faudra patienter quelques jours encore pour vérifier si la tendance se confirme. Auquel cas, il ne fait aucun doute que cela appellera une intervention lourde et concertée de la part des gouvernements de tous les pays industrialisés afin d'éviter que la crise ne s'étende à l'échelle de la planète.

jrnsansfacon@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

COMMENT ÊTRE MUSULMANE EN AMÉRIQUE AUJOURD'HUI...



L E T T R E S

Honte à la pensée critique

Permettez-moi de répondre brièvement à l'article bête et primaire que le journaliste Stéphane Baillargeon a consacré au livre de Marta Harnecker, *La Gauche à l'aube de XXI^e siècle—Rendre possible l'impossible*. Et je le ferai en citant un texte intitulé «*Les traditions futures*» (*Le Livre des étreintes*, éditions La différence) de l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano, un autre ami de la Révolution cubaine: «*Il est un lieu où hier et aujourd'hui se rencontrent, se reconnaissent et s'étreignent, ce lieu c'est demain*».

«*Elles résonnent avec force certaines voix du passé américain le plus lointain. Ces anciennes voix, par exemple, nous disent encore que nous sommes les enfants de la terre, et qu'on ne vend pas, ni ne loue pas, sa mère. Alors que pleuvent les oiseaux morts sur la ville de Mexico, que les rivières sont devenues des cloaques, les mers des décharges et les forêts des déserts, ces voix obstinément vivantes nous annoncent un autre monde, différent de notre monde empoisonneur de l'eau, de l'air et de l'âme. Nous annoncent aussi un autre monde possible les voix anciennes qui nous parlent de communauté. La communauté, le monde communautaire de production et de vie, est la plus ancienne des traditions des Amériques, la plus vieille de toutes: elle appartient aux premiers temps et aux premiers peuples, mais elle appartient aussi aux temps à venir et laisse entrevoir un Nouveau Monde. Car rien n'est moins étranger que le socialisme sur ces terres qui sont les nôtres. Étranger, par contre, est le capitalisme: comme la vérole, comme la grippe, il est venu d'ailleurs.*»

À propos de Cuba, où j'ai vécu «exilé un petit temps», je dirai simplement que je défendrai toujours cette république que le plus puissant pays du monde a tenté et tente encore, 40 ans plus tard, de mettre à genoux avec son honteux blocus économique. Cuba prouve qu'il est possible de vivre dignement sans être à la merci des quelques grands maîtres du monde. Tandis que les enfants meurent toujours de malnu-

trition et de maladies diverses tout autour, à Cuba l'espérance de vie est la plus élevée de l'hémisphère. Cela me suffit. Que dire de plus de cet article de M. Baillargeon, sinon qu'il fait honte à son hauteur et à son éditeur, et à la pensée critique elle-même.

Jacques Lancôt
Septembre 2001

Le «monde civilisé»

Pour commenter les douloureux événements qui viennent de frapper les États-Unis, les journalistes et personnalités politiques emploient de façon répétée et parfois interchangeable les expressions «monde civilisé» et «monde occidental». Aucun intervenant n'a pris la peine de préciser exactement ce que recouvrent ces expressions. Est-ce à dire que les pays non occidentaux (Chine, Japon, Iran, Kenya, etc.) ne sont pas civilisés? L'expression «monde civilisé» semble mieux représenter la communauté internationale qui a unanimement condamné ces actes barbares. Peut-être faudrait-il qualifier ces actes terroristes de crimes contre l'humanité et non pas de crimes contre le «monde occidental» ou contre le «monde civilisé».

Youssef Bouayad
Montréal, 13 septembre 2001

Internet à l'Institut Goethe

En retournant des prêts d'été à l'Institut Goethe, j'ai constaté une réduction notable du nombre de volumes à la bibliothèque, au profit de deux postes Internet. Ces changements avaient fait l'objet d'un reportage de Caroline Montpetit, dans *Le Devoir* du 29 août.

La collection du Goethe était modeste mais variée, avec des classiques dans plusieurs domaines. On pouvait flâner et faire des découvertes. Elle avait la dimension d'une petite librairie, avec un accueil imbattable de la part des bibliothécaires, des bénévoles et des jeunes stagiaires allemands. À une échelle si humaine, on

prend goût facilement à la culture allemande.

Livres contre Internet? Une fausse alternative! Les deux s'alimentent mutuellement. Les nouveaux surfeurs de la bibliothèque du Goethe voudront voir les livres dont il sera question dans les sites visités. Une sélection de ces titres devrait les attendre sur les rayons, afin de nourrir leur curiosité. Ces dépenses sont rentables, car elles attirent et fidélisent une «clientèle culturelle». Oui, intégrez Internet à la bibliothèque du Goethe. Mais remontez les bibliothèques de la cave et mettez-y des livres, afin de donner au personnel tous les médias requis pour accomplir son beau travail d'animation culturelle.

Eric Weiss-Altaner
Département d'études urbaines et touristiques
Université du Québec à Montréal
Montréal, 13 septembre 2001

Les dérangements d'estomac du pamphlétaire

À propos des dernières flatulences émises par René-Daniel Dubois sur les ondes et dans la presse, on est amené à répondre aux dérangements d'estomac du pamphlétaire par ce mot de Talleyrand: «*Tout ce qui est exagéré est insignifiant.*»

Renald Tremblay
Montréal, 13 septembre 2001

Le bien et le mal?

Après Bullsh, le père, voici Rambullsh, le fils... La question que devraient se poser les Américains, c'est: «*Pourquoi le monde nous en veut-il tant?*» D'après moi, et comme je l'ai expliqué à mes enfants (deux au secondaire), depuis l'effondrement du communisme, les Américains se livrent à du taxage à l'échelle de la planète! Les va-t-en-guerre à la Bush jettent de l'huile sur le feu.

Gilles Beauchemin
Montréal, 13 septembre 2001

LIBRE OPINION

Le passé judéo-arabe et les réfugiés juifs des pays arabes

D^R DAVID BENSOUSSAN
Vice-président de la communauté
sépharade du Québec

La conférence internationale contre le racisme tenue à Durban a vu se déchaîner des passions qui ont dépassé le simple conflit politique israélo-arabe. Elle a mis à jour un long passé méconnu des rapports entre Juifs et Arabes dans l'histoire. Le monde a pu constater comment l'ordre du jour de la conférence internationale contre le racisme a été piraté par des pays dont l'attitude envers leurs minorités est loin d'être acceptable du point de vue des droits de la personne, pour donner libre cours à des discours à caractère raciste et antisémite.

Qu'est-ce qui motive le refus arabe acharné envers Israël? En quoi un pays de 20 000 kilomètres carrés dérange-t-il à ce point une vingtaine d'États arabes occupant plus de 10 millions de kilomètres carrés et s'étendant de l'Océan Indien à l'Océan Atlantique?

Le rêve d'hégémonie arabe ne tolère pas de discontinuité. Le fait qu'une minorité ethnique, juive en l'occurrence, se veuille indépendante semble constituer un danger pour un bon nombre de pays arabes.

En effet, plus d'un quart de la population irakienne est kurde. La Syrie a ses minorités, dont la minorité druze. Le Liban a sa population maronite chrétienne. Plus d'un huitième de la population égyptienne est copte chrétienne. D'importantes minorités berbères se trouvent également en Afrique du Nord. Une nation différente dans le continuum arabe constitue donc un danger potentiel. Mais il y a encore bien plus que cela pour expliquer le refus de l'existence d'Israël par les Arabes.

Lors de la conquête arabe qui survint peu de temps après la mort de Mahomet, de très nombreuses minorités chrétiennes et juives étaient déjà établies en Afrique du Nord et au Proche-Orient.

Conformément à la charte d'Omar, datant de l'an 634, le statut juridique des non-musulmans Dhimmis (tolérés), régitement qu'ils ont bénéficié de la Révélation reconnue par Mahomet, soit celle de Moïse et de Jésus. Ce sont des gens du contrat, des protégés. Les Dhimmis doivent verser l'impôt de la jaziya en se fondant sur ce que stipule le verset 29 du chapitre 9 du Coran: cet impôt est fixé selon les biens de chacun et doit être payé tout en s'humiliant. Cet impôt annuel devait être payé une fois l'an et celui qui le verse reçoit en contrepartie une gifle ou un coup de poing sur le front. Ce statut stipule également que le témoignage d'un juif ou d'un chrétien est nul face à celui d'un musulman!

Le statut des Dhimmis fut codifié à nouveau par le théologien musulman Al Marwadi. En plus des limitations habituelles, il fallait que les Dhimmis portent un vêtement distinctif: une ceinture et une pièce d'étoffe pour les israélites, une autre pour les chrétiens. Ces derniers ne pourront plus monter en selle des chevaux de race, mais seulement sur des ânes ou des mulets. L'inégalité entre croyants et infidèles selon l'appartenance religieuse était instituée. Plus les succès musulmans s'affermirent, tant le juif que le chrétien se voyaient relégués à un statut de citoyens de seconde zone.

La page des tribus juives berbères nord-africaines fières et libres allait s'estomper progressivement, notamment à la suite des massacres perpétrés par les Almohades au XII^e siècle. Cette période de persécutions et d'intolérance des Almohades avait sonné le glas pour les communautés chrétiennes d'Afrique du Nord. Elles ne s'en relevèrent jamais. La page des chrétiens d'Afrique telle que l'illustrent saint Augustin, saint Sébastien, saint Cyprien et tant d'autres encore allait être définitivement tournée.

Ce statut de vexations codifiées a cessé d'être appliqué durant la période coloniale franco-britannique. Il n'en demeure pas moins qu'il a encore for-

cé de loi dans de nombreux pays arabes.

La vision d'Israël comme État exclusivement occidental est encore avancée par beaucoup mais, en réalité, la moitié de sa population provient des pays arabes. L'État d'Israël a aussi attiré des communautés dispersées par le monde. Il a servi de lieu de refuge à de nombreuses populations persécutées. L'insécurité historique du peuple juif l'a rendu particulièrement sensible aux appels à l'extermination qui ont retenti dans les capitales arabes ces dernières décennies, et qui sont loin d'être pris à la légère.

Les communautés juives des pays arabes ont connu au cours de l'histoire des phases d'intolérance ou d'insécurité extrêmes; leur situation était fonction pour beaucoup de la bonne volonté des souverains arabes. Ils furent tantôt généreux, tantôt cruels, ce qui eut pour effet d'engendrer un sentiment d'insécurité au sein de cette minorité. La quête de la sécurité est donc fondamentale et pèsera lourdement dans toute négociation de paix future, y compris avec les Palestiniens.

Les analystes du Moyen-Orient oublient souvent la dimension du passé judéo-arabe alors que le refus catégorique de certains pays arabes de reconnaître l'État d'Israël comme État indépendant vient justement s'inscrire dans cette longue tradition d'ostracisme envers les minorités non musulmanes, celle du statut de dhimmis qui légifère l'humiliation des minorités juives et chrétiennes et qui institue l'inégalité entre les citoyens d'un même pays. Cette même minorité juive tolérée et sans défense a accédé, au XX^e siècle, à l'affirmation nationale. En cela, elle rompt avec la tradition séculaire dont les séquelles sont loin d'avoir disparu.

1948. Cinq États arabes décident d'attaquer l'État naissant d'Israël. Au lendemain de ce conflit, il y a 600 000 réfugiés palestiniens et 800 000 réfugiés juifs des pays arabes. Les réfugiés palestiniens ont eu droit à l'aide internationale. Alors qu'elle était sous contrôle égyptien, la bande de Gaza était soumise à

un couvre-feu des plus stricts. Les ressources mirobolantes des pays pétroliers arabes ne se sont jamais concrétisées par une aide humanitaire d'envergure à l'endroit des Palestiniens. Ces derniers continuent à être soumis à des lois discriminatoires dans certains pays. Ainsi, aujourd'hui au Liban, il leur est interdit d'y acheter toute propriété. Quant au sort des réfugiés juifs provenant des pays arabes, tant l'opinion internationale que les Arabes s'en sont complètement désintéressés. Par contre, l'infrastructure économique de la Cisjordanie et de la bande de Gaza a beaucoup bénéficié de l'aide israélienne depuis 1967. Les Palestiniens jouissent d'un niveau de liberté individuelle inégalé dans le monde arabe et sont les premiers à l'admettre.

L'État d'Israël a intégré les réfugiés juifs des pays arabes et d'ailleurs. Les réfugiés juifs des pays arabes se comptent par millions et constituent la majorité de la population au sein de l'État d'Israël. Les médias n'ont jamais soulevé ce point, restant muets sur cette question.

Il est grand temps que l'on puisse mettre de côté les schémas simplistes et de voir que l'équation de la paix au Moyen-Orient dépasse la réalité israélo-palestinienne. Il est temps que les reliques du passé judéo-arabe retrouvent l'intérêt qu'elles méritent et que tant les réfugiés palestiniens que les réfugiés juifs des pays arabes soient pris en considération. Par ailleurs, le malaise de certains pays arabes par rapport à la modernité et à la liberté occidentales, considérées comme une menace par beaucoup de radicaux islamistes, relève du même manque fondamental de démocratie réelle dans ces pays. Le fait de fermer les yeux sur les abus commis dans les pays arabes, fussent-ils en commandes de ressources pétrolières faramineuses, ne joue pas en faveur du processus de paix au Moyen-Orient ni même d'un avenir harmonieux entre l'Orient et l'Occident.

IDÉES

Le fanatisme peut-il être compris?

Une hypothèse fait appel au ressentiment de populations musulmanes pour lesquelles l'accès à la modernité paraît bloqué; une autre se fonde sur le rapport entre la pulsion de mort et l'évolution de la technique

GEORGES LEROUX

Département de philosophie, Université du Québec à Montréal

Le ressort du fanatisme est aussi difficile à saisir que son concept est violent. Le rapport immédiat et sans concessions entre une conviction et les actions qui, aux yeux du fanatique, en découlent est d'abord lisible dans ses conséquences, comme toute l'histoire des violences religieuses le montre sans rémission. Ces conséquences sont la souffrance et la mort, et rien d'autre, mais quel est leur sens? Si on cherche à comprendre le fanatisme de l'intérieur pour exposer ce que seraient son point de départ et sa rationalité, il se dérobe. Cette difficulté semble insurmontable dans tous les attentats qui impliquent un suicide: leur finalité, pour être rationnelle, doit rendre nécessaire le sacrifice de la vie personnelle et elle n'est donc pensable que dans le cadre d'une communauté qui survit au sacrifice et en un sens l'exige. La suppression de la volonté propre en est la condition essentielle. Même si on retrouve plusieurs, ou même tous les responsables des attentats de New York, on devra affronter, les concernant, un jugement souvent répété ces derniers jours: le fanatisme n'est pas une personne, c'est un phénomène, c'est-à-dire une force qui ne saurait être le seul résultat du projet d'individus maléfiques, si puissants soient-ils.

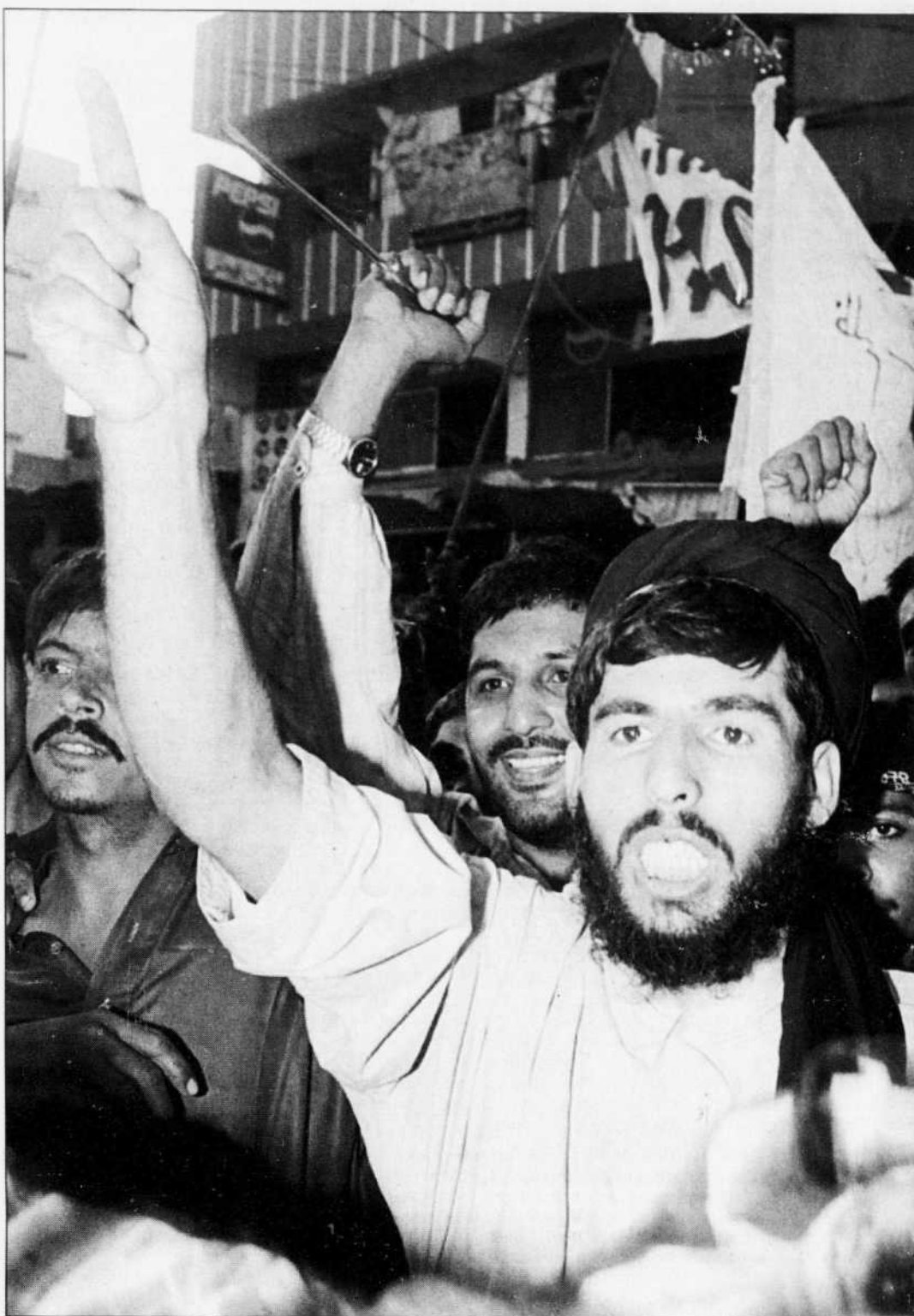
À ce niveau de terreur en effet, le fanatisme dépasse en extension et en complexité ceux-là mêmes qui le représentent historiquement au sein de groupes islamistes par ailleurs bien connus. La rationalité de leur action n'est donc pensable que sur le fond du phénomène dont ils ne sont finalement que les symptômes. S'agissant d'un terrorisme aussi profondément défini par son enracinement historique, par comparaison avec un terrorisme stratégique dans des conflits localisés, il se pourrait que la raison même n'en soit jamais exprimable et qu'elle nous confronte à une forme de folie. Sans aller jusqu'à un concept de mal radical, susceptible d'investir toutes les occasions offertes par l'histoire et la technique pour s'exercer, on peut au moins se demander si cette folie peut être comprise.

À cet égard, deux grandes hypothèses ont été suggérées depuis que le terrorisme international est devenu plus virulent. La première est de nature sociologique et fait appel d'abord, par exemple dans les travaux de Gilles Kepel et d'Olivier Roy, au ressentiment des populations de pays islamiques, infériorisés dans leur situation d'accès bloqué à la modernité. La culture de l'Islam qui depuis toujours accueille la science devrait rendre la prospérité disponible, mais celle-ci demeure hors d'atteinte. Cessant de poursuivre la modernité, l'islamisme politique entre en rupture avec les idéaux de tolérance et de paix de l'Islam religieux et il entend rendre la modernité responsable du malheur social et de l'injustice. La seconde est de nature psychanalytique, et fait fond sur le rapport entre la pulsion de mort et l'évolution de la technique, suggérant que la force de Thanatos dans l'histoire s'empare de tous ceux que le cycle de la violence maintient trop longtemps dans le cercle des exclus, des humiliés et des victimes. Il s'agirait alors de la forme extrême du nihilisme, envisagée déjà dans les lettres de Freud à Einstein et dans son *Malaise dans la culture*.

Préparation sectaire de longue durée

Toute analyse politique qui se limite aux enjeux géo-stratégiques manque au point de départ l'essence de cet hyper-terrorisme, parce qu'elle fait l'économie de la force du ressentiment qui le met en branle, d'une part, et parce qu'elle occulte son inscription aveugle dans les forces mises à disposition par le déploiement infini de la technique d'autre part. Si cette analyse est juste, elle révèle que ce terrorisme n'est pas d'abord, quant à ses fins, une entreprise politique rationnelle, mais l'expression violente d'une forme extrême de nihilisme et de révolte. Le spectre d'un terrorisme bactériologique, déjà visible dans les attentats au gaz sarin dans le métro de Tokyo, n'est que le stade à venir après l'attaque aérienne sur des tours de cent étages et le meurtre de cinq mille innocents. Le suicide social devient alors le point extrême du retrait de l'existence, le refus d'une civilisation perçue de l'extérieur comme corrompue, et dans le cas du World Trade Center, ce suicide est communautaire, résultat d'une préparation sectaire de longue durée, qui s'annonce comme renversement de l'humiliation, dans la destruction symbolique et la mort rituelle.

L'Islam religieux est-il la condition de son propre fanatisme politique? Ni le judaïsme, ni le christianisme n'ont été à l'abri historiquement de perversions qui se sont nourries de la volonté de poursuivre sur un horizon politique hystérique la doctrine morale et mystique de leurs origines. On pense à l'idéologie de la rédemption par la destruction de Franz Jacob, un héritier maléfique du sabbatisme européen, on pense à plusieurs hérésies chrétiennes primitives. Mais dans l'histoire de l'Islam, non seulement le prosélytisme doctrinal qui fait de la communauté des croyants un ensemble universel par rapport auquel les autres sont considérés comme des infidèles ayant abjuré, mais encore le militarisme de conquête qui a favorisé sa diffusion pendant plusieurs siècles, tout cela pèse d'un poids très lourd à chaque fois que la foi musulmane doit affronter le démon qui la ronge de l'intérieur. Quelle est en effet la réponse de l'Islam à la misère historique, à l'injustice et ultimement au mal ra-



L'Islam religieux entreprend de rendre la modernité responsable du malheur social et de l'injustice. Ci-dessus, des réfugiés afghans vivant à Karachi au Pakistan ont protesté hier contre la menace d'une attaque américaine contre l'Afghanistan.

dical? Sa doctrine ne repose pas sur le symbole d'un sacrifice justifiant la souffrance, encore moins sur un messianisme fondé sur une eschatologie libératrice: en un sens, l'Islam est prisonnier du présent, il est dans l'histoire plus que toute autre religion, et ce qui fait sa richesse morale, rituelle et symbolique, l'assemblée des croyants et la soumission quotidienne au Dieu Un dans les mosquées de la communauté, est aussi ce qui le rend vulnérable au fanatisme. Devant l'injustice, cette soumission sera facilement infléchi vers la revendication politique, car l'Islam a peu d'arguments pour freiner l'impétuosité et la révolte de ceux qui ne peuvent plus supporter l'arrogance de la richesse et la culture de l'avidité.

Stéréotypes puissants mais vulgaires

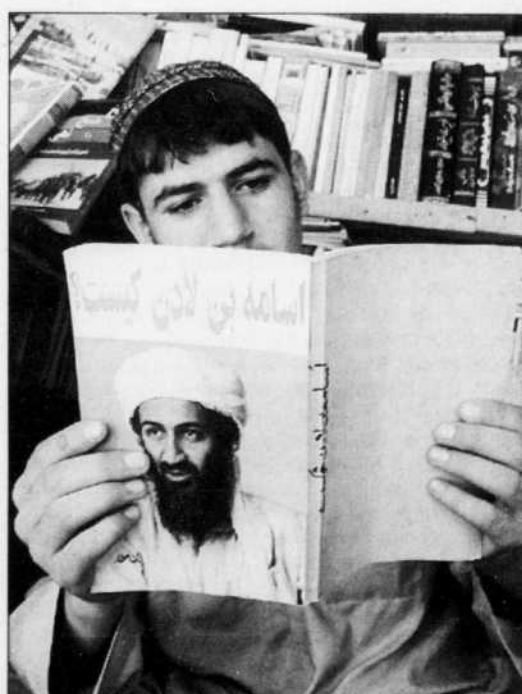
Là même où la jeunesse de ces pays voudrait embrasser la modernité, elle est invitée par ceux de ses membres qui soutiennent l'intégrisme, à abjurer cette modernité, à la sataniser, ce qui semble la seule issue pour justifier le malheur historique en lui trouvant une cause de même niveau. Là où le christianisme a été persécuteur et violent en raison de l'au-delà, tout en trouvant dans cet au-delà une raison d'espérer, l'Islam ne semble plus capable de contenir en son sein une violence qui s'exerce d'abord en fonction du présent et elle ouvre paradoxalement un paradis que personne ne veut plus attendre à ceux qui acceptent de s'immoler. Par le fanatisme, l'Islam montre en quelque sorte comment il est devenu désespéré.

Cette évolution d'une guerre sainte de conquête, le djihad originel, vers une guerre sainte de défense et de ressentiment, n'était pas fatale, elle n'est pas inscrite dans l'Islam comme religion. L'Islam est une religion de la paix, et notre responsabilité aujourd'hui est de résister à tout ce qui dresse notre imaginaire chrétien comme le pôle de la justice et du bien contre un Islam qui serait par essence violent. Rien n'est aussi faux. Tous les fantasmes de guerre qui opposent deux mondes se nourrissent de stéréotypes puissants certes, mais vulgaires. La véritable polarité est beaucoup plus fondamentale, elle met en tension un christianisme et un judaïsme qui justifient un libéralisme oppresseur et un islamisme, qui est la maladie, atteignant le stade de la psychose, du ressentiment et de l'humiliation. Si l'événement inouï du 11 septembre peut être entendu, c'est dans cela même qu'il a d'inaudible pour nous: la revendication de l'humilié, les enfants palestiniens sous les canons, l'Afrique musulmane qui se meurt du sida et qu'on

S'agissant
d'un terrorisme
aussi
profondément
défini par son
enracinement
historique, il se
pourrait que la
raison même
n'en soit jamais
exprimable et
qu'elle nous
confronte à une
forme de folie

prive de médicaments, pour ne rien dire des millions d'adolescents qui regardent *Bay Watch* sur leurs paillasses de réfugiés.

Tout cela rend fous des fanatiques que nous aurions tort de juger uniquement comme des ennemis. Leur guerre contre l'injustice est certes la guerre de l'insensé, et cette folie ne rend pas l'injustice moins souffrante, mais le devoir de l'Islam authentique, la responsabilité de ses imams, est de désamorcer un fanatisme qui, s'il n'est pas raisonné, risque de pervertir la religion elle-même et de meurtrir toute la communauté. Cette folie justifie encore moins des représailles meurtrières qui n'apporteront ni la paix, ni la justice, et le devoir des chrétiens et des juifs est de porter sur eux-mêmes le regard du riche et de ne pas croire, suivant la parole d'Eschyle, que le cadavre de leur ennemi sera le triomphe de la justice. Cette justice est ailleurs, et la lecture de leurs écritures leur dit assez clairement comment la rechercher: «Rends-moi la joie de ton salut, assure en moi un cœur magnanime... Affranchis-moi du sang, Dieu de mon salut, et ma langue acclamera ta justice.» (Psaume LII).



Ce terrorisme n'est pas d'abord une entreprise politique rationnelle, mais l'expression violente d'une forme extrême de nihilisme et de révolte.

Jean-Paul
BrodeurAssassins
et Kamikazes

Les commentaires jusqu'ici publiés sur les attentats du 11 septembre aux États-Unis ont souligné de façon répétée le caractère élaboré de sa planification. Ils se sont moins étendus sur un aspect absolument déterminant de celle-ci, à savoir que les auteurs des attentats y laisseraient leur vie. Ceux-ci n'étaient en effet pas seulement prêts à mener les opérations au risque de leur vie: la certitude de leur immolation était la pièce maîtresse du dispositif de l'attaque. De n'avoir pas à résoudre le problème le plus épineux d'une attaque — procéder au dégagement de ses auteurs — confèrait un avantage substantiel aux attaquants. Il y a d'autres caractéristiques de l'attentat suicide qui méritent d'être soulignées. Avant d'engager la lutte contre un ennemi, encore faut-il le reconnaître.

Les Assassins

L'attentat suicide est associé dans la conscience populaire à l'action des kamikazes japonais qui précipitaient leur avion contre les navires de la flotte américaine, lors du dernier conflit mondial. En fait, la première secte à pratiquer l'attentat suicide a été fondée en Iran au XI^e siècle par un chef religieux musulman et l'action de celle-ci s'étendit à une partie du Moyen Orient. Ses membres étaient connus sous le nom de hashishi, qui signifiait «mangeurs de haschich» et dont est dérivé le terme «assassin». Marco Polo raconte que la consommation du haschisch avait pour fin de fortifier la résolution de ceux qui perpétueraient les assassinats. La puissance des Assassins fut anéantie au XIII^e siècle par les envahisseurs mongols, qui s'emparèrent de toutes les places fortes qui leur servaient de base d'opération. L'histoire enseigne donc deux choses: la tradition du terrorisme suicidaire a des racines profondes dans l'histoire politique de l'Islam; l'action des Assassins n'a cessé que lorsque les bases sur lesquelles ils s'appuyaient furent capturées par les Mongols. Henry Kissinger s'est fait l'avocat de cette dernière stratégie dans une lettre publiée par le *New York Times* dans les jours suivant l'attentat.

On tente d'exorciser l'attentat suicide en le qualifiant, du haut de ses pantoufles, de lâche. Or, sa logique n'est pas celle du manque mais celle du paroxysme. L'attentat suicide est en général précédé d'un cérémonial politique ou religieux — les deux rituels étant souvent intimement mêlés — dont le but est d'exalter la valeur de l'acte par celui qui deviendra le «martyr» d'une cause. Cette exaltation de l'acte du sacrifice transfère la valeur de celui-ci à la vie qui est l'objet du sacrifice. Le candidat au suicide, loin de tenir pour rien sa vie qu'il a résolu d'immoler, est dès lors conduit à en sublimer la valeur. Il ne va donc pas l'échanger contre rien mais tentera au contraire d'en obtenir le prix le plus exorbitant possible. Si l'attentat suicide vise une personne, celle-ci doit être détentrice d'un pouvoir ou d'un prestige hors du commun (par exemple, un chef d'État); s'il vise des membres de la population, ceux-ci devront être en nombre le plus grand possible; s'il vise des biens, ceux-ci devront avoir une valeur symbolique ou stratégique spéciale (le siège du gouvernement, un centre financier, un barrage, un porte-avion).

Les chefs

De la même façon que l'on qualifie les attentats suicide de lâches, on a tendance à voir dans leurs inspirateurs des manipulateurs obliques et sans courage. C'est encore là une illusion. Dans la nuit qui suivit la reddition du Japon, le 15 août 1945, l'amiral Onishi, l'instigateur des kamikazes, se fit harakiri. «Sa tactique, dit plus tard l'un de ses seconds, comportait le sacrifice du pilote. Une telle méthode n'est sans doute concevable que lorsque le chef qui l'ordonne est promis lui aussi à la mort.» Oussama ben Laden, principal suspect dans les attentats du 11 septembre, a déclaré à la presse que sa mort ne changerait rien à la détermination du mouvement qu'il anime et qu'il serait promptement remplacé.

Le jour le plus coûteux en vie humaines dans l'histoire intérieure des États-Unis fut la bataille d'Antietam pendant la Guerre de sécession, où plus de 4000 Américains trouvèrent la mort. Ce nombre de victimes fut excédé à l'extérieur des États-Unis, lors de la bataille d'Okinawa, où des kamikazes tuèrent près de 5000 marins américains. C'est l'ampleur de ces pertes qui aurait décidé le président Truman à autoriser l'utilisation de bombes atomiques contre Hiroshima et Nagasaki. Craignant en effet que la conquête du Japon ne résulte en des pertes américaines catastrophiques, les Américains se résolurent à subjuguier ce pays par la terreur nucléaire. Les récents attentats à New York et Washington risquent d'être plus coûteux encore qu'Antietam et Okinawa. Qui plus est, ils ont été perpétrés par des kamikazes (islamiques), dont les appuis résident dans des pays qui, comme le Pakistan, disposent de l'arme nucléaire. Il faut à tout prix éviter que l'histoire se répète, et que pour «éradiquer» le terrorisme suicidaire, les États-Unis ne soient eux-mêmes la proie d'un délire homicide de vengeance.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous prendrons contact avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Valérie Dufour (général), François Cardinal (actualité municipale), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports), Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Dominique Reny, Josée Boileau, Eric Desrosiers, Pauline Gravel (scientifique), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Dulos et Christine Dumazet (reporters); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Larache (arts visuels); à l'information économique: Gérard Berubé (adjoint au directeur de l'information), Claude Lévesque, Claude Turcotte, René Lewandowski; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétariat à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy (commiss). La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslain Côté, Martin Fournier, Veronique Géraud, Anouk Hurburt, Christine Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Rueland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Berubé (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yanick Martel, Olivier Zuida. PROMOTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable intérimaire), Hélène Gervais, Dominique Larivière, (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Beliveau (secrétaires administratives), Danielle Laperrière, Caroline Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

WALL STREET

SUITE DE LA PAGE 1

Il a parlé d'une «*débauche importante, compte tenu des circonstances exceptionnelles. Mais ce n'est pas la démesure, l'apocalypse*». La correction d'hier s'est inscrite dans un climat ordonné, «*où l'élément rationnel l'a emporté sur l'émotif*».

«*A l'exception des compagnies d'assurance, des transporteurs aériens et des hôteliers, ce ne fut pas le carnage*».

Clément Gignac a parlé d'ajustement des cours associés aux titres américains. La Bourse de Wall Street ayant été fermée pendant quatre séances alors que les parquets européens et, en partie, canadiens, demeurent en activité, des distorsions étaient apparues. Il a fait remarquer que si Wall Street chutait hier, l'indice TSE 300 de la Bourse de Toronto a terminé en hausse de 17,15 (à 6907,96). Les parquets européens ont également terminé en territoire positif, avec un gain de quelque 4 % en Allemagne. Ces parquets avaient été quelque peu malmenés mardi, en réaction aux attentats, et vendredi, avec l'anxiété de la réouverture de la bourse new-yorkaise. «*On peut comprendre que les autres marchés aient déjà encaissé le coup. De plus, on a assisté hier à des prises de profit sur le marché obligataire, devenu un refuge la semaine dernière. Cela peut en dire long*».

«*A l'exception des compagnies d'assurance, des transporteurs aériens et des hôteliers, ce ne fut pas le carnage*».

Il a donné l'exemple du compartiment des compagnies aériennes américaines, malmené hier avec une chute moyenne de 32 %. Pendant ce temps l'action d'Air Canada, qui était passée de 6,50 \$ à 4 \$ la semaine dernière, a repris quelque 30 cents hier. «*Il s'agit là d'une illustration du fait que les autres marchés avaient déjà intégré les mauvaises nouvelles*». M. Gignac a, de plus, observé une entrée en scène des petits investisseurs hier. Et un renversement de tendance durant la journée, la situation d'excédent des ventes sur les achats, en matinée, s'étant inversée en après-midi.

M. Gignac a soutenu que les investisseurs institutionnels s'étaient passés le mot hier pour se serrer les coudes. Sans parler d'actions concertées en se plaçant dans le camp des acheteurs, «*disons que les ventes à découvert n'étaient pas bienvenues hier*», a-t-il précisé.

Pour François Dupuis, économiste principal et stratège au Mouvement Desjardins, «*tel que prévu, nous avons assisté hier à un ajustement des attentes, avec des anticipations de profits des entreprises moins élevées compte tenu du ralentissement économique plus important et plus long que prévu*». Il a soutenu que le scénario de récession prenait désormais le dessus et que l'incertitude était plus grande que jamais, le tout reposant sur une confiance des consommateurs et des entreprises plus mince que jamais.

Cette journée de tous les risques avait pourtant mal commencé en Asie, où la plupart des bourses ont fortement chuté, avec notamment un Nikkei en recul de 5 %. En Europe, après une ouverture en baisse plus ou moins importante, toutes les bourses se sont redressées après l'ouverture de Wall Street, pour terminer en hausse générale en clôture.

Paris en recul de 2,7 %, repassant au dessus des 4000 points, à 4015,46 points. La Bourse de Londres a repris 3 %, Madrid 2,7 %, Zurich 3,1 % et Stockholm 3,6 %. Zurich a progressé de 3,1 % et Francfort de 3,6 %.

Pour soutenir les marchés, la Réserve Fédérale a réduit d'un demi-point son taux directeur, le faisant passer à 3 %. Et le patriotisme dominait. Avant l'ouverture sur les sites Internet financiers il n'y avait qu'un message : «*Achetez, achetez, achetez pour éviter que l'économie américaine ne tombe en récession*».

L'Américain Warren Buffet, l'un des plus importants investisseurs privés au monde, annonçait de son côté qu'il n'allait pas vendre.

Le milliardaire saoudien, le prince Al-Walid ben Talal, qui détient des participations dans News Corp. et AOL Time Warner, affirmait pour sa part qu'il «*ne vendrait rien*», se déclarant confiant dans l'économie des États-Unis après les attentats de mardi.

Avec Reuters

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Contrat de vente 40012291 Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

Du même coup, il a prévenu que la lutte à venir contre le terrorisme allait coûter des vies dans les rangs américains. «*Nous allons gagner la guerre, et il y aura des coûts*», a-t-il dit, ajoutant qu'il était persuadé que les forces armées des États-Unis étaient prêtes à «*défendre la liberté à n'importe quel prix*». «*Nous faisons face à une guerre d'un type différent, à des ennemis différents de ceux auxquels nous sommes habitués. Leur réseau est étendu. Il n'y a pas de règles. Ils tranchent la gorge de femmes dans des avions*».

La riposte se prépare donc contre l'Afghanistan, dont le régime des talibans «*accueille*» ben Laden. «*Ceux qui l'hébergent, qui l'encouragent, qui lui procurent de la nourriture ou de l'argent sont avertis. Les talibans doivent prendre mes paroles très au sérieux*», a dit M. Bush.

Ces mêmes talibans annonceront aujourd'hui s'ils entendent livrer ben Laden aux États-Unis. Le dirigeant principal du régime de Kaboul, le mollah Mohammed Omar, a fait savoir hier qu'il laissera à un grand conseil religieux formé d'une vingtaine de membres le soin de décider de la suite des événements. Cette annonce faisait suite à plusieurs heures de délicats pourparlers avec une délégation pakistanaise dépechée à Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, afin de convaincre les talibans de rendre ben Laden — qui la veille avait nié être impliqué dans les attentats — et d'éviter des représailles massives de la part des États-Unis.

La délégation pakistanaise devait ensuite se rendre à Kaboul, où d'autres discussions sont prévues.

De son côté, le secrétaire d'État Colin Powell, qui a envoyé dimanche un ultimatum de trois jours aux talibans, a précisé que les États-Unis voulaient détruire le réseau de ben Laden, Al Qaida, et non s'en prendre aux Afghans dans leur ensemble. «*Nous ne voulons aucun mal au peuple afghan. Ce sont des gens pauvres, qui souffrent*», a-t-il déclaré. Par ailleurs, «*nous sommes à la recherche de tout le réseau Al Qaida, pas d'un seul individu. Oussama ben Laden est comme le président d'une société en holding avec des cellules et des organisations dans des dizaines de pays dans le monde, chacune capable de commettre des actes terroristes*».

En journée hier, le Pakistan a virtuellement fermé sa frontière avec l'Afghanistan, empêchant l'entrée de milliers de réfugiés fuyant de possibles attaques américaines et donnant ordre à la police de confiner à leurs camps actuels, situés dans le nord du pays, le million d'autres réfugiés déjà sur place. Les autorités pakistanaises ont pratiquement mis fin à tout commerce le long de la frontière de 2500 kilomètres, près de laquelle se déploient des troupes et des armements en nombre croissant. Selon diverses sources, l'Afghanistan, qui a menacé de riposter tout pays qui prêterait son concours à d'éventuelles attaques contre lui, aurait déployé des missiles Scud dans le secteur; il a également annoncé hier la fermeture complète de son espace aérien.

Par ailleurs, l'attorney général John Ashcroft a annoncé que décision avait été prise de placer des poli-

ciers fédéraux armés supplémentaires à bord des vols commerciaux. Il a également demandé au Congrès d'adopter cette semaine une loi antiterrorisme spéciale qui permettrait aux autorités policières de placer sous écoute des individus, peu importe le téléphone qu'ils utilisent, et d'accroître les sanctions existantes pour complicité de terrorisme.

M. Ashcroft a ajouté que la menace d'actes terroristes était toujours présente parce que «*des complices des pirates de l'air liés à des organisations terroristes se trouvent peut-être encore aux États-Unis*». Son collègue secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a indiqué que le pays devait rester «*en état d'alerte renforcée*», un terroriste ou «*attaquer à n'importe quel moment, n'importe où, utilisant un large éventail de techniques différentes*».

À cet égard, la plus vaste enquête policière jamais conduite aux États-Unis a mené à ce jour à 49 mises en détention pour interrogatoire. Le directeur du FBI, Robert Mueller, a précisé qu'un certain nombre de mandats à l'encontre de «*démocrates matériels*» avaient aussi été émis, mais il est impossible d'en rendre la nature publique puisque ces mandats sont sous scellé. Depuis le jour des attentats jusqu'à hier, le FBI a reçu plus de 7700 appels téléphoniques et 47 000 informations par l'entremise d'Internet.

En après-midi, le président Bush s'est par ailleurs rendu dans une mosquée du Centre islamique de Washington, et il a profité de sa visite pour mettre les Américains en garde contre tout sentiment ou acte haineux à l'encontre de leurs compatriotes musulmans ou d'origine arabe. Ceux qui font preuve d'une telle haine «*ne représentent pas le meilleur de l'Amérique, ils représentent le pire de l'espèce humaine et ils devraient avoir honte de leur conduite. L'islam, c'est la paix. Ces terroristes ne représentent pas la paix*».

Pendant ce temps, New York a poursuivi son pénible effort de relèvement avec la réouverture des marchés boursiers. Les travaux continuent sans relâche sur les centaines de milliers de tonnes de débris qu'a créées l'effondrement des tours jumelles du World Trade Center. Hier, le maire Rudolph Giuliani a déclaré qu'il était encore possible de trouver des survivants sous les décombres, mais le moment délicat approche où les opérations de secours devront se transformer définitivement en travaux de déblaiement. Aucun survivant n'a été retrouvé depuis mercredi dernier.

En début de soirée, le dernier bilan provisoire disponible faisait état, à New York, de 5422 personnes disparues, et 201 corps ont déjà été identifiés. Selon le département d'État, des ressortissants de 62 pays différents manquent toujours à l'appel, ce qui a fait dire à Colin Powell que «*le défi [de ces attentats] va bien au-delà de l'Amérique, de New York et de Washington*» et qu'il fallait répondre à «*un fléau qui attaque la civilisation*».

Avec AFP, Reuters et AP

BOULET

te, à 27 %. Le *statu quo* trouve preneur à hauteur de 16,8 % et l'indépendance pure et simple est le choix de 16,1 % des gens.

Si la perspective d'un référendum sur la souveraineté est un boulet pour le PQ, le chef libéral Jean Charest en est un autre de taille pour son parti, estime M. Léger. D'une façon générale, M. Charest est presque deux fois moins populaire que son parti (24,4 % contre 46,3 %). Chez les francophones, Jean Charest fait piètre figure. Mario Dumont ferait un meilleur premier ministre que lui. Alors que 32,6 % des francophones préfèrent Bernard Landry, 20,1 % optent pour Mario Dumont tandis que Jean Charest

SUITE DE LA PAGE 1

dernier, quand Bernard Landry l'a remise à l'ordre du jour. Seulement un Québécois sur dix prend aujourd'hui au sérieux l'horizon de cinq ans qu'il a évoqué en disant que le Québec pourrait participer au prochain Sommet des Amériques, à Buenos Aires, en 2005.

D'ailleurs, à moins qu'il ne promette solennellement de renoncer à tenir un référendum durant le prochain mandat, le dernier sondage effectué pour le compte du *Devoir* et du *Globe and Mail* laisse entendre que le PQ aura de nombreuses années d'opposition devant lui pour reprendre les chicanes qui l'avaient presque fait imploser au milieu des années 80.

On sait d'expérience que les cinq points d'avance (46,3 % contre 41,4 %) dont il crédite présentement le Parti libéral doivent être considérés comme un minimum. En réalité, l'écart est probablement plus important. Un sondage Crop réalisé à la mi-août l'évaluait à 10 points. La réalité doit se situer quelque part entre les deux.

Il est vrai qu'en raison de la concentration de son vote dans les circonscriptions majoritairement anglophones, le PLQ doit l'emporter par plus de 5 % pour s'assurer une majorité de sièges. Passé ce seuil, les circonscriptions basculent comme des dominos. En 1989, avec 49,9 % des voix, le PLQ avait remporté 92 sièges sur 125.

M. Landry n'est cependant pas homme à foncer tête première dans le mur. En 1995, il ne voulait pas être le commandant en second d'une Brigade légère qui se ferait massacrer aussi sûrement qu'en Crimée. On ne voit pas pourquoi il voudrait aujourd'hui en être le commandant en chef.

Il faut cependant être réaliste. Annoncer tout de go qu'il n'y aura pas de référendum durant le prochain mandat sonnerait la démobilisation générale au PQ, en attendant la révolte. Au mieux, M. Landry peut toujours continuer à «*souhaiter*» sans prendre d'engagement formel, comme il le fait depuis qu'il est devenu chef, mais une autre campagne sur les «*conditions gagnantes*» est presque inimaginable.

Ils sont plusieurs, y compris au sein du gouverne-

EN BREF

Requête du Commissaire à la déontologie policière

(PC) — Le Commissaire à la déontologie policière conteste une décision rendue en août dernier, dans le dossier de la mort du chauffeur de taxi Richard Barnabé. Il a déposé une requête en révision judiciaire devant la Cour supérieure afin de faire invalider la décision qui innocentait les policiers Jean-Pierre Auger, Michel Pohu, et Karl Anderson de tout écart de conduite en regard du Code de déontologie policière.

285 mises à pied chez Bell Helicopter

(PC) — La compagnie Bell Helicopter annonce la mise à pied de 285 employés à son usine de Mirabel. Son président, Paul Costanzo, a indiqué hier par voie de communiqué que le ralentissement économique mondial forçait la division d'hélicoptères commerciaux à prendre cette décision. Ces compressions, qui touchent 185 employés d'usine et 100 employés de bureau, seront effectuées par étapes au cours des trois prochains mois, précise l'entreprise.

La direction dit avoir consulté les employés quant à la façon dont seront effectuées ces compressions. «*Sans leur participation, il ne nous aurait pas été possible d'élaborer toutes les options offertes*», a dit M. Costanzo, en citant les programmes de départs volontaires, les congés sans solde avec remboursement de frais de scolarité et le partage d'emploi.

Mort d'un bébé dans une garderie en milieu familial

Québec (PC) — Un poupon de deux mois et demi est mort hier matin dans une garderie en milieu familial de Québec, probablement étouffé par du lait ou ses sécrétions. La gardienne, qui a plus de 16 ans d'expérience, venait de donner son biberon au petit garçon. Elle l'a couché, puis est revenue voir quelques minutes plus tard. C'est à ce moment qu'elle s'est aperçue avec horreur que le bébé ne respirait plus. La dame a aussitôt commencé les manœuvres de réanimation. Les ambulanciers ont pris le relais, mais en vain. Le décès de l'enfant a été constaté à l'hôpital Saint-Sacrement. Le coroner Bernard Couillard mènera une enquête sur les circonstances du décès mais, déjà, la police de Québec estime qu'il n'y a pas eu de négligence.

MUR

ferme la marche avec 17,7 %. «*Il n'a jamais réussi, dans le fond, à avoir la confiance des Québécois francophones*», a fait observer M. Léger.

Le sondage consacre l'écrasement de l'ADQ, malgré la bonne perception de son chef Mario Dumont. Le score de l'ADQ, à 9,3 %, est le plus bas jamais atteint depuis 1999, bien loin des 15 % que montrait avec régularité les sondages. «*L'arrivée de Bernard Landry crée une nouvelle dynamique où le Québec redevient dichotomique — pour ou contre la souveraineté —, ce qui n'était pas le cas avec Bouchard. Il y avait plusieurs possibilités*», a souligné Jean-Marc Léger.

Les libéraux se réjouiront sûrement de voir M. Landry au pied du mur mais le sondage de Léger Marketing devrait aussi les inquiéter. Un taux de satisfaction de 50 % à l'endroit du gouvernement, à mi-chemin d'un deuxième mandat, est dit long sur l'incapacité de l'opposition à entretenir le mécontentement engendré par les réformes controversées entreprises sous le règne de Lucien Bouchard, qu'il s'agisse de la santé ou des municipalités.

A moins qu'il ne témoigne simplement du peu d'attrait que présente l'alternative libérale. Sans vouloir déprécier les efforts du premier ministre pour améliorer son image, sa relative popularité traduit sans doute en bonne partie la faible estime dans laquelle les Québécois, notamment les francophones, tiennent Jean Charest. S'il s'agissait simplement de choisir un «*bon gouvernement*», ce n'est vraisemblablement pas lui qui le dirigerait.

S'il réussit, d'une manière ou d'une autre, à se libérer de l'hypothèque référendaire et que l'économie résiste à la catastrophe de New York, le gouvernement Landry peut donc envisager les prochains mois avec un certain optimisme. Ça fait évidemment beaucoup de «*si*», auxquels les élections complémentaires du 1^{er} octobre pourraient encore ajouter quelques bémols.

Ce qui est plus inquiétant pour l'après-élection, c'est l'effondrement du vote de l'ADQ, dont les appuis ont diminué de moitié depuis le printemps dernier, alors que Mario Dumont prétendait représenter un électeur sur cinq.

S'il fut un temps où les stratégies péquistes craignaient de le voir retourner au bercail libéral, ils n'y croient plus. Peu importe le scénario qui suivrait éventuellement la victoire du PQ, l'ADQ et son chef y occuperaient au contraire une place importante. Pour peu qu'ils soient toujours là.

Restaurant Gutenberg — cuisine française qui fait bonne impression

CE MIDI

Entrée + Tartare de bœuf coupe au couteau et frites + dessert • 18 \$

CE SOIR

Entrée + filet de bœuf aux chanterelles + dessert • 25 \$

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • Place des Arts • Tél.: 285-8686 • gutenberg@qc.airs.com